



UN HOMME, UNE VISION, UN PROJET



— NGU TI DE —
JEAN WILLYBIRO SAKO

INTRODUCTION

Madame, Monsieur, Cher compatriote,

Le 27 Décembre 2015, vous marquerez par votre choix le début d'une étape importante et historique concernant la destinée de notre pays.

Le constat est indéniable, indiscutable pour chacun d'entre nous Centrafricains. Nous avons vécu dans nos chairs et à travers nos émotions profondes cette longue et insoutenable descente aux enfers durant ces dernières années - Je suis continuellement et sans relâche hanté à la pensée de nos Familles dans nos villages, nos villes aujourd'hui détruites dans leurs âmes et pour certaines déracinées, déplacées.

Les 10 dernières années ont été les plus cruelles, et cela reconnue du monde entier.

L'histoire récente et difficile de notre pays nous a permis de nous faire une conviction. Ce qui aujourd'hui, nous donne les moyens de réagir et de prendre en main la destinée de notre pays. Oui, nous en avons le devoir pour nos futures générations.

Mon amour, ma détermination et mon engagement pour notre pays, la RCA, et votre détermination m'oblige à croire en cet avenir prospère dont nous rêvons tous - Oui la tâche que nous allons tous entreprendre est colossale mais pas insurmontable et cela commence d'abord par une transparence envers nous-même ainsi qu'une vigilance accrue de chacun d'entre nous: Exiger des garanties pour ne plus jamais retomber dans les pratiques du passé et nous assurer de la mise en place des bases solides pour favoriser le développement de notre pays.

Notre maturité nous permet sans grande difficulté d'identifier les responsables de la situation actuelle:

- Une mauvaise gouvernance politique, judiciaire, économique et sociale,
- La corruption,
- Une insécurité qui dépasse l'entendement,
- Les frustrations et humiliations par la promotion de la médiocrité et du clanisme,
- Une fracture et une perte de confiance entre les Centrafricains,
- Une politique qui a simplement oubliée l'essentiel, Nous, les citoyens Centrafricains.

La liste est longue. La vigilance, l'exigence de résultats transparents et mesurables sont les mots d'ordre auxquels nous devons, chaque centrafricain, nous focaliser.

Madame, Monsieur, Cher Compatriote - Je veux construire avec vous les fondations nécessaires qui favoriseront un développement prospère de notre pays.

Mon engagement sera sans faille et il sera basé sur une politique structurée, forte, rationnelle et supportée par un processus d'Innovation pour une optimisation maximale de nos propres ressources (Humaines et Financières) pour les grands axes suivants et détaillés dans ce

document:

- Sécurité, Défense, Justice, Paix et Réconciliation Nationale,
- Santé, les Questions Humanitaires et les Actions Sociales,
- l'Habitat, l'Urbanisme et le logement,
- Désenclavement et Décentralisation,
- Modernisation de l'Agriculture et de l'Elevage,
- Gestion stratégique des Ressources Humaines,
- Gestion stratégique des Ressources Naturelles,
- Diplomatie de Proximité et Coopération Internationale,
- Économie et Finances,
- Un programme de Suivie et Evaluation pour permettre la mesure et le contrôle de l'efficacité de

Mon Analyse concernant l'histoire de notre pays et qui est le rationnel de mon projet politique.

Pour ce faire, les 100 premiers jours de mon mandat seront une étape critique pour la mise en place des bases garantissant la mise en œuvre efficace du programme politique proposé.

Je m'engage à amorcer dans un délai de 100 jours les actions fortes, nécessaires et indispensables pour une réponse efficace et appropriée au constat sans équivoque de la situation de notre pays à savoir:

1. Restaurer la confiance entre les Centrafricains et l'Etat.
2. Améliorer les conditions de sécurité et de libre circulation sur le territoire
3. Restaurer l'autorité de l'Etat
4. Poser les bases durables pour une relance de l'économie du pays

Ceci exige, car indispensable:

1. La Sécurité et l'Intégration comme prérequis vital,
2. L'Intégrité et le Patriotisme de chaque Centrafricain comme fer de lance.
3. La Maitrise de nos ressources pour un développement durable,

Mon projet pour notre pays ne peut s'accomplir sans la participation active de chaque Centrafricain. Il exigera de nous tous un engagement et une implication forte.

Ce sont mes engagements et en homme parole je les tiendrai.

Jean Willybiro Sako

Mbi ye ke tene gui ta tene,

Mbi ye ke tene yesso mbi ke sara,

Mbi ye ke tene gui ye so l'limbi ti sara.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	2
Sécurité, Défense, Justice, Paix et Réconciliation Nationale	6
Santé, les Questions Humanitaires et les Actions Sociales, l'Habitat, l'Urbanisme et le logement	13
Désenclavement et Décentralisation	18
Modernisation de l'Agriculture et de l'Elevage	22
Gestion stratégique des Ressources Humaines	27
Gestion stratégique des Ressources Naturelles	34
Diplomatie de Proximité et Coopération Internationale	39
Économie et Finances	43
Suivi et évaluation	49
Analyse	51

SÉCURITÉ, DÉFENSE, JUSTICE, PAIX ET RÉCONCILIATION NATIONALE

Je veux Renforcer la Sécurité de manière durable.

Je réformerai la Police et la Gendarmerie Nationale en mettant un accent particulier sur la sélection des Hommes, le renforcement des capacités dans des domaines tel que la sécurité des proximités, le contrôle de l'Émigration/Immigration, le maintien d'ordre, les renseignements. Je renforcerai le partenariat avec les services de coopération Française, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine et sur le plan bilatéral avec les pays frères.

L'effectif de la Police et de la Gendarmerie sera porté d'ici 2020 à trois fois l'effectif actuel.

J'élaborerai avec le concours de la MINUSCA, un cadre pour la stabilisation de la sécurité de la RCA en s'inspirant des leçons tirées et les acquis de la mise en œuvre des Plans prioritaires pour la consolidation de la Paix (PPCP) et du Cadre stratégique pour la consolidation de la Paix (CSCP) en 2008, 2009 et 2010 avec l'appui de la Commission de Consolidation de la Paix du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Ce cadre permettra de définir et d'accélérer les actions prioritaires permettant d'améliorer la répartition sur tout le territoire des forces de sécurité nationales, mieux formées (y compris sur les droits humains), équipées et bénéficiant d'un soutien approprié.

En appui de cette réforme critique du secteur de la sécurité, Je vais créer un département en charge du Désarmement Démobilisation Réinsertion (DDR) et un Conseil National de Sécurité (CNS)

qui auront pour objectifs la mise en œuvre du volet DDR de la RSS afin de créer les conditions d'une maîtrise des effectifs et d'un meilleur contrôle des Forces de Défense et de Sécurité. Cette mise en œuvre se fera dans une approche incluant un volet social tel que la réhabilitation d'infrastructures sociales et économiques pour la réinsertion des ex-combattants.

Il sera procédé à un regroupement et une identification des éléments des Forces Armées Centrafricaines (FACA) d'une part, et d'autre part à un regroupement, cantonnement et une identification des ex-combattants de la Séléka et des Anti Balaka. L'objectif étant d'avoir un contrôle réel des effectifs des volontaires pour le métier de militaire et des démobilisables et organiser les nouveaux recrutements.

Je développerai le dialogue en vue d'un rétablissement de la confiance des populations dans leurs Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

Je vais accélérer la mise en œuvre du programme Création, Réhabilitation et Construction des régions militaires puis de construction et réhabilitation des casernes militaires, des brigades de Gendarmerie, des Commissariats et des logements sociaux afin de permettre le redéploiement des FDS dans les régions militaires et aux frontières.

Toutes ces actions permettront aux forces de sécurité d'assurer la sécurité des populations et iront de pair avec le cadre législatif et réglementaire pour une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité que je renforcerai.

Je veux renforcer la défense du territoire et les frontières

Je vais redéfinir le rôle des FACA autour des fonctions régaliennes suivantes :

- La prévention des conflits
- La protection des citoyens et de leur liberté
- La défense du territoire et de son intégrité
- La protection des institutions de la République, et des infrastructures
- La défense des intérêts du pays,
- La participation à la consolidation d'un État de droit grâce à une union du peuple et de son armée pour la défense de l'économie et des libertés.

Je vais reconstruire, rajeunir, professionnaliser, rendre efficace, rendre responsable les FACA. Elles seront le reflet de la Nation en termes de représentation nationale. Les FACA auront également un rôle de support dans le domaine économique et notamment sa contribution dans les travaux de génie civil (construction des routes, des ponts, ...), la lutte contre la fraude, la protection de la faune et de la flore.

Je mettrai en place une équipe prospective de réflexion et de veille pour proposer et arrêter des actions urgentes, afin de reconstruire notre armée, remobiliser ses Hommes, la rééquiper en concertation avec les Nations Unies. Pour cela, je ferai appel aux officiers émérites et ceux les mieux formés quel que soit leur position du moment.

Je veillerai à ce qu'une Campagne d'Information, d'Éducation, de Communication (IEC) et un programme pour un changement de comportement (CCC) auprès des ex-FACA et ex-combattants (Séléka et Anti Balaka) soit réalisée en vue de les sensibiliser sur le rôle d'une armée républicaine, l'intérêt de disposer d'une armée opérant dans la cohésion pour la protection des populations, une armée qui fera appel aux fils du pays de toutes les régions. Cette campagne aura pour objectif également l'annihilation de sentiment de frustration et d'humiliation, l'abolition du clanisme et de l'exclusion.

Je vais augmenter ses effectifs en adéquation avec les nombreux défis à relever.

Je veux Promouvoir la « Protection » dans les domaines de la Justice, des Droits de l'homme, de la Lutte contre l'impunité, de l'État de droit et de la Lutte contre la corruption

Je veux rétablir la Gouvernance Judiciaire - Je rétablirai la gouvernance judiciaire en renforçant les capacités institutionnelles par la réhabilitation des Cours d'appel, des Tribunaux de Grande Instance (TGI) et les services de Police Judiciaire (Police et Gendarmerie) des localités affectées afin de permettre à la justice de reprendre ses activités pour la sécurisation des populations.

J'engagerai des actions d'urgence devant garantir un accès équitable à la justice pour tous les citoyens. Il s'agira de sécuriser les infrastructures judiciaires, pénitentiaires pour garantir la bonne marche de la justice ; Il s'agira d'organiser des audiences foraines précédées par les missions cumulées de police judiciaire et du parquet pour la constitution des dossiers. Ceci avec l'aide des Partenaires de la Communauté Internationale.

Un accent sera mis sur la protection des femmes contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Je poursuivrai les grandes réformes déjà initiées dans le cadre du Plan décennal de réforme de la Justice et de l'Administration pénitentiaire adopté en août 2009.

Je veux moderniser et diffuser le droit - Le Programme décennal de Réforme de la Justice (25 mars 2010) a mis en exergue les grands problèmes du secteur de la justice et de l'Administration pénitentiaire mis en évidence en 1991 par les assises nationales qui se sont penchées sur l'état de santé de la justice.

Pour y remédier, je moderniserai la justice en actualisant ces principaux textes concernant :

- le code de l'organisation judiciaire,
- l'adoption et la promulgation du code de justice militaire,
- le code de la famille et le code de procédure civile,
- le code de l'enfance.

Les textes juridiques de base du système judiciaire modernisés seront communiqués de façon efficace aux acteurs judiciaires et aux justiciables via le site internet du Ministère de la Justice et au Centre de Documentation du Ministère de la Justice qui seront créés.

Je veux Instaurer un système judiciaire impartial et responsable

- En vue de permettre aux acteurs judiciaires d'évoluer dans un environnement professionnel apte à garantir leur indépendance et à inciter leur sens de responsabilité :

- J'harmoniserai le texte régissant la carrière des greffiers avec celui régissant la fonction publique,
- Je renforcerai les capacités du Ministère de la Justice ainsi que les moyens opérationnels de l'Inspection Générale des Services Judiciaires en appui au Conseil de discipline.

Je veux renforcer la légitimité des acteurs judiciaires

- J'établirai des relations de confiance entre les populations et leur justice. Cela passera par :

- La création d'une école de formation aux professions judiciaires en révisant les modules de formation initiale des acteurs judiciaires,
- La recrue de trois promotions d'auditeurs de justice et d'élèves greffiers, en prenant en compte la dimension «genre»,
- La mise en œuvre d'un programme de formation continue destiné au renforcement des capacités du personnel judiciaire.

Je veux faciliter l'accès équitable pour tous au service de la justice

- Je mettrai en œuvre les mécanismes de solidarité en faveur des personnes démunies et vulnérables à savoir :

- La création du mécanisme d'aide

juridique (assistance judiciaire et aide juridictionnelle). Il devra également faciliter l'accès des femmes à la justice,

- Une réévaluation à la baisse les frais des actes de justice et un contrôle strict de leur application uniforme sur l'intégralité du territoire national,
- Un programme de motivation des professions judiciaires libérales pour une couverture efficace de l'ensemble du territoire national.

Je veux rendre efficace les services de la justice du justiciable

- Je vais redéfinir la carte judiciaire de la RCA,
- Je vais implanter des TGI dans les villes les plus sollicitées,
- Je vais instaurer qu'il soit prévu de façon systématique dans le fonctionnement de la Justice un budget pour la conduite d'audiences foraines, les sessions des cours criminelles ainsi que les audiences du Tribunal Militaire Permanent.

Je veux démilitariser, professionnaliser et mettre sous contrôle civil le système carcéral

- Il s'agit ici de garantir des standards internationaux concernant les droits humains et de développer une politique de réinsertion des détenus.

Je poursuivrai le processus d'élaboration de la Loi cadre sur les prisons ainsi que leurs textes d'application et je redéfinirai le cadre des corps de l'Administration pénitentiaire en conformité avec le Statut Général de la fonction publique.

Afin que l'environnement physique des établissements pénitentiaires de la République Centrafricaine obéisse aux engagements internationaux en matière de Droits Humains :

- Je redéfinirai une nouvelle carte pénitentiaire favorable à une gestion efficace et efficiente,
- Je lancerai le programme pilote d'implantation d'établissement modèle, basé sur une séparation des catégories de détenus (Hommes, femmes, enfants),
- Je mettrai en place un observatoire indépendant des prisons (à composition

mixte).

Je m'assurerai de l'évaluation des besoins en personnel pénitentiaire requis pour supporter cette politique afin de lancer une campagne de recrutement.

Je veux promouvoir l'État de droit et la protection des droits humains - Afin de permettre aux populations de connaître leur droit et d'exiger leur protection, j'organiserai des campagnes de communication pour un changement de comportement (CCC) sur les Droits Humains et, sur les droits des groupes spécifiques je mettrai en œuvre le plan national d'action pour les Droits Humains.

Je renforcerai le système institutionnel afin de garantir la protection des droits des personnes en particulier des femmes et enfants en créant une commission nationale indépendante des Droits de l'Homme qui aura pour responsabilité la production des rapports conventionnels sur les droits Humains à savoir :

Je veux promouvoir les droits de l'homme - Je mettrai en place un appui à la protection des civils contre les violations des droits de l'Homme, les violences sexuelles, les pillages et les violences confessionnelles avec l'aide des forces internationales. Il s'agira d'envisager la mise en place des cellules d'appui aux poursuites judiciaires afin d'apporter une meilleure protection aux populations et encourager le retour de celles qui sont déplacées. Il sera également mis en œuvre une campagne de sensibilisation et d'éducation des populations civiles armées (pour restituer les armes) et non armées sur les questions de droits humains ; le renforcement des Institutions Nationales en charge du respect des Droits humains, en particulier droits des femmes et des enfants ; et, la réhabilitation des structures d'éducation civique des jeunes et la promotion du comportement citoyen.

Je veux lutter contre l'impunité - Toutes les informations disponibles depuis la crise militaro-politique qui a abouti au changement politique intervenu en mars 2013 font état de violations généralisées des droits de l'homme dans notre

pays.

La lutte contre l'impunité est aujourd'hui un facteur principal de la réconciliation nationale.

Par conséquent, j'agirai rapidement pour rétablir l'autorité de l'État en prenant toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les civils soient protégés et puissent exercer leurs droits, sans crainte pour leur intégrité physique, leurs biens et leurs moyens de subsistance.

Je mettrai un accent fort sur le retour des forces de police sur le terrain et à l'établissement d'un système judiciaire fiable et en état de fonctionner. Ensuite, il s'agira de redynamiser les maisons de droit pour permettre aux populations de bénéficier des conseils et informations nécessaires à la résolution de leurs problèmes.

Je renforcerai les capacités de la Commission d'enquête mise en place pour la recherche, l'identification et le montage des procédures de poursuite des auteurs des différentes exactions répertoriées.

Je renforcerai les capacités des acteurs judiciaires et policiers sur la détection, la constatation, les techniques d'instruction et la motivation des décisions judiciaires en vue d'une meilleure efficacité dans les actions et procédures de poursuite des auteurs des cas d'exactions identifiées.

J'établirai un plan d'urgence pour la protection des mineurs et des femmes ainsi qu'un centre d'information et conseils juridiques pour les populations pour la formalisation des actes de violation dont elles sont victimes et la mise en route des procédures judiciaires sera créée.

Pour permettre aux populations de sortir de leurs réserves, il sera procédé à une vulgarisation des nouveaux textes des lois et règlements par leur traduction en sangö ainsi qu'à une campagne de sensibilisation pour une meilleure appropriation. Je soutiendrai la collaboration franche avec les services internationaux de justice pénale.

Je veux Promouvoir l'État de droit et le Dialogue

politique - Je prendrai des dispositions pour la mise en place d'un cadre de dialogue permanent entre les différentes classes politiques, l'absence d'un tel cadre est à l'origine des cycles de crises que connaît le pays.

J'entends rompre avec le caractère d'État fragile du pays en démontrant sa volonté politique et sa capacité à assumer les fonctions essentielles requises pour faire reculer la pauvreté et promouvoir le développement, et d'assurer la sécurité et le respect des droits de l'homme.

Je mettrai un accent particulier sur la préparation et l'organisation des élections municipales, législatives et présidentielles. Les élections locales vont constituer un moyen de reconnecter les pouvoirs locaux et le pouvoir central et renforceront la légitimité de l'État dans un enracinement et une participation locale. J'établirai un cadre permanent de dialogue politique afin de réunir les conditions pour éviter les hostilités sur le terrain avant, pendant et après les élections, d'apaiser le climat politique et rassurer la population, et, d'apporter des réponses adaptées et les adéquations aux problèmes

Je veux accentuer la lutte contre la corruption

- La corruption est sans aucun doute le plus grand défi qui se pose à la bonne gouvernance, à une croissance économique durable, à la paix, à l'égalité de tous face aux opportunités, à la stabilité et au développement en RCA. Elle a un effet dévastateur et corrosif sur l'intégrité morale et l'éthique de toute la société avec des conséquences sur la crédibilité du gouvernement. Elle constitue une entrave à la croissance économique car elle décourage les investissements, occasionne des distorsions au niveau de la répartition des ressources et de la concurrence sur le marché. Elle augmente les coûts d'entreprise et réduit la valeur nette des dépenses publiques. Les secteurs les plus touchés sont les régies financières, le système éducatif, le secteur minier. Même un secteur comme celui de la santé n'est pas épargné.

J'entends faire de la lutte contre la corruption l'un des chantiers les plus importants de mon mandat.

L'appel à des expertises extérieures particulièrement celles des pays ayant fait leur preuve dans la lutte contre ce fléau sera nécessaire. Les attributions et les moyens mis à la disposition du Haut Conseil National de la Lutte Contre la Corruption seront renforcés.

Je mettrai en place une politique nationale de sensibilisation et de formation pour la lutte contre la corruption à l'intention des membres d'organisations de la société civile, des administrations, des institutions nationales, des jeunes (élèves lycéens, universitaires...) des enseignants (instituteurs, professeurs, formateurs...), et des décideurs politiques.

Les services de justice et de police seront renforcés dans leur capacité technique et matérielle à la lutte contre la corruption.

Je veux Promouvoir la Paix et la Réconciliation Nationale

J'intensifierai le processus du dialogue social inclusif entre les différentes composantes de la nation plus particulièrement entre les communautés. Le dialogue entre le Gouvernement et la société civile est jusqu'ici mis à mal par le non-respect de la parole donnée.

Je mettrai en place une plateforme gouvernement-société civile telle que recommandée par le Dialogue politique inclusif en 2008. Le dialogue social soutenu garantira une meilleure circulation de l'information et permettra de contenir les théories du complot et les rumeurs ; il contribuera à l'amélioration des relations entre la capitale et les préfectures et donc à la participation locale, tout en permettant de renforcer le dialogue interconfessionnel, la crédibilité et l'impact de l'aide au développement.

Je poursuivrai les actions de consolidation de la paix en m'appuyant à la fois sur le Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix et le Cadre Stratégique pour la Consolidation de la Paix à travers les actions prioritaires suivantes :

- La poursuite de la mise en œuvre du

Programme Désarmement, Démobilisation et Réinsertion jusqu'à la réintégration totale des ex-combattants dans les différentes institutions de l'État ainsi que dans leurs Communautés d'accueil,

- La fourniture d'un appui aux Communautés affectées par les conflits,
- L'appui aux groupes vulnérables, et la participation régulière de la RCA au Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État.

Je veux assurer la Solidarité internationale

Dans le cadre de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté de première génération (DSRP1) et des différents programmes de coopération avec les institutions de Brettons Woods et la Banque Africaine de développement, d'importantes réformes ont été entreprises visant une bonne gouvernance économique et financière. Les résultats de la mise en œuvre de ces stratégies restent aujourd'hui mitigés.

En outre, le Gouvernement Centrafricain a signé le 08 décembre 2010 avec les partenaires techniques et financiers un mémorandum qui définit les principes et les modalités de formulation et de mise en œuvre des programmes d'appuis budgétaires en soutien à la mise en œuvre du DSRP. La voie a ainsi été ouverte à la prise en compte des secteurs prioritaires tels que l'Éducation, la Santé, les Affaires Sociales, les Équipements et Infrastructures, et le Développement Rural. Mais les résultats sont, une fois de plus catastrophiques dans ces différents domaines par manque de suivis et de projets concrets de mise en œuvre dans ces différents secteurs.

J'entends dans ce sens améliorer la coordination et la gestion des flux d'aide au développement. Concrètement, je compte poursuivre les actions en cours avec l'appui des partenaires techniques et financiers pour :

- Élaborer et mettre en œuvre des projets concrets,

- Opérationnaliser la mobilisation, la coordination et le suivi de l'aide,
- Vulgariser et renforcer l'utilisation de l'outil de gestion de l'aide au développement (DAD), le CDMT en relation avec les budgets annuels en termes d'alignement, d'harmonisation et d'efficacité de l'aide.

J'entends aussi renforcer le cadre de transparence et de la lutte contre la corruption. La stratégie à développer en matière de transparence et de lutte contre la corruption sera concentrée sur deux objectifs visant : (i) le renforcement de l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF) et (ii) l'opérationnalisation effective de la Politique Nationale de Lutte contre la Corruption (PNLC)

Je veux restructurer les organes de contrôle de l'État

J'organiserai dans les premiers moments de ma magistrature un Audit institutionnel qui dégagera les points forts et faibles de ces institutions et formulera des recommandations à mettre en œuvre sous mon contrôle. Il s'agit des institutions suivantes :

- L'Assemblée Nationale,
- Le Conseil Économique et Social,
- L'Inspection Générale d'État,
- Les Inspections Centrales Ministérielles.

En ce qui concerne la Société Civile et les ONG, leur efficacité sera évaluée pour des actions appropriées.

SANTÉ, LES QUESTIONS HUMANITAIRES ET LES ACTIONS SOCIALES, L'HABITAT, L'URBANISME ET LE LOGEMENT

Ma Stratégie et mes Axes de Promotion

Soins de santé primaire, Lutte contre les endémies et les maladies négligées.

Ma stratégie globale sera de focaliser l'effort sur :

- La mortalité maternelle et néonatale, la morbidité et la mortalité liées aux maladies les plus courantes, les maladies non transmissibles et les situations d'urgences, le programme élargi de vaccination (PEV) et la lutte contre le paludisme,
- La remise en état de fonctionnement de l'ensemble des formations sanitaires du pays afin de garantir une couverture sanitaire à toutes les couches de la population et d'éviter toute épidémie ou pandémie liées aux mouvements des populations.

Mes axes stratégiques pour promouvoir un meilleur accès des populations aux services socio-sanitaires de base notamment les plus pauvres et démunies :

- Le renforcement du système de santé en vue de la pérennisation des interventions prioritaires,
- La promotion d'un programme de natalité infantile, en ce qui concerne la santé de la mère et de l'enfant,
- Le renforcement de la lutte contre les principales maladies : VIH/SIDA, tuberculose et paludisme,
- La promotion d'un environnement favorable à la santé,
- La prévention et gestion des questions humanitaires et des catastrophes.

Je veux renforcer notre système de santé en vue de la pérennisation des interventions prioritaires

Les défis majeurs auxquels le secteur fait face sont de trois ordres :

- La gouvernance
- Promouvoir un environnement politique, légal, physique et social plus favorable à la conception, à la mise en œuvre et à
- L'évaluation des interventions pour l'amélioration de la santé des populations ;
- Développer une culture gestionnaire des services de
- santé permettant une bonne organisation et gestion d'un partenariat dynamique ; faire en sorte que le secteur de la santé au niveau national en tant que secteur d'activités et d'investissement prioritaire soit une réalité.
- Le Financement
- Je veillerai à honorer les engagements financiers vis-à-vis de la communauté internationale en matière de santé et assurer un financement conséquent de la santé conformément à ses engagements internationaux.

Je veux promouvoir la santé de la reproduction en ce qui concerne la santé de la mère et de l'enfant

Je ferai une de mes priorités, la mise en en place

d'un comité d'experts chargés de réviser la politique supportant la promotion de la santé de la mère et de l'enfant.

Je veux renforcer la lutte contre les principales maladies

Concernant le VIH/SIDA :

Le VIH/SIDA présente des défis liés à la promotion, à l'éducation, à la formation et à la préparation des jeunes à la vie active (Encadrement socio-éducatif) à travers l'apprentissage et l'exercice de responsabilités sociales, politiques, économiques et culturelles.

Mes Objectifs :

- Augmenter l'accès de 50% des jeunes à l'IEC,
- Réduire à 2% le taux d'infection du VIH en milieu jeune,
- Augmenter le taux de couverture en Maison de Jeunes de 37% à 60%,
- Réduire de 30% le taux d'analphabétisme des jeunes.

Je préviendrai la transmission du VIH en amenant les jeunes, les hommes et les femmes âgés de 15-49 ans (y compris les groupes les plus à risques et ceux difficiles à atteindre notamment ceux de zones de conflits, groupes de minorités ou des zones non pourvues des services et actions sanitaires) à adopter des comportements et des pratiques sexuelles sans risque à savoir :

- Améliorer l'accès des jeunes, hommes et femmes et 15-49 ans aux informations sur le VIH et aux services d'information et de communication pour le changement de comportements,
- Distribuer gratuitement ou à des coûts subventionnés des préservatifs masculins et féminins aux populations sexuellement actives,
- Organiser des campagnes médiatisées de dépistage volontaire du VIH visant à accroître la demande et l'amélioration de la qualité et de l'offre des services y afférents,
- Faire des études sur l'incidence des

barrières socioculturelles sur le changement des comportements des hommes et des femmes vis-à-vis de nouvelles infections du VIH et du SIDA.

Je renforcerai la Prévention de la Transmission Parents-Enfant (PTPE) :

- Mettre à la disposition de toutes les femmes enceintes séropositives, un paquet complet de services PTPE,
- Actualiser et la mise en œuvre d'une stratégie de communication PTPE intégrant les aspects de prévention chez les jeunes au profit des réseaux sociaux,
- Améliorer la qualité de l'offre de services des Centres de Dépistage Volontaire (CDV) en PTPE,
- Mise en place d'un système fonctionnel de référence des mères et enfants.

Je renforcerai la prise en charge des personnes vivant avec le VIH et améliorerai leurs accès ainsi qu'à leurs familles à des services de soins, de santé et d'appui de qualité :

- Améliorer l'offre et la qualité des services de prise en charge médicale, psychologique et sociale des personnes vivant avec le VIH sur toute l'étendue du territoire,
- Mettre en place l'accès à un service minimum comprenant :
 - Un accès aux soins de santé de base,
 - Un appui à la scolarisation et à la formation professionnelle,
 - Un appui au démarrage ou à la consolidation des activités génératrices de revenus pour les ménages au profit des enfants vivant avec le VIH et de ceux devenus orphelins à cause du VIH et en âge de travailler,
- Mettre en place des services d'assistance juridique au profit des personnes vivant avec le VIH confrontées à des problèmes de justice en lien avec leur statut sérologique.

J'améliorerai et optimiserai le suivi et l'évaluation des actions mises en œuvre concernant l'épidémie en coordination avec tous les intervenants du secteur :

Mettre en place un cadre favorable à la mise en œuvre des principes "Three-One" - Accélération du processus de la décentralisation de la réponse à travers la mobilisation et l'implication de la société civile,

Mettre en place un programme de suivi de l'épidémie. Ceci inclue une série d'études épidémiologiques à réaliser ainsi que les actions à mettre en œuvre fonction des résultats de ces études pour une réaction rapide si nécessaire.

Concernant le Paludisme :

Mon objectif sera de renforcer les capacités institutionnelles et structurelles du Ministère de la santé et de ses partenaires.

Je réactualiserai le document de politique nationale de lutte contre le paludisme.

Je renforcerai le plaidoyer pour la mobilisation des ressources.

Je m'assurerai que la formation des paludologues nationaux couvre tout le territoire national.

Je renforcerai la coordination régionale du Comité National de Lutte contre le Paludisme (CNLP) dans les 7 régions sanitaires par la formation des médecins en Santé Publique.

Je renforcerai le programme de formation des médecins épidémiologistes, des entomologistes, et des parasitologues.

Je m'assurerai du bon fonctionnement du CNLP.

Je ferai la promotion du développement d'un partenariat durable.

Je renforcerai les capacités du Comité National de Lutte contre le Paludisme.

J'actualiserai le document de collaboration avec les autres programmes et stratégies.

J'imposerai dans le fonctionnement du CNLP l'organisation de réunions régulières.

Je veux promouvoir un environnement favorable à la santé

Ma stratégie sera de redynamiser le secteur, à étendre les activités et à généraliser à tout le pays les méthodes du développement communautaire (auto-promotion des populations) comme nous l'avons connu en 1972 avec des résultats satisfaisants.

Je prendrai des dispositions prioritaires pour que le Comité de coordination soit sous le Ministère du Plan et qu'il soit opérationnel le plus rapidement possible.

Pour rendre encore plus dynamique cette approche, le comité de coordination regroupera les départements de l'Agriculture et du Génie Rural, de l'Éducation, de la Santé Publique et des Affaires Sociales.

Objectifs clefs du Comité de coordination :

- L'amélioration des conditions de vie et l'augmentation de la production agricole et des revenus en milieu rural,
- L'intensification des actions de développement communautaire et la restructuration des services sociaux sur tout le territoire,
- Le renforcement des structures socio-économique de base,
- L'intensification des actions de structure concourant au développement rural intégré,
- La programmation d'un crédit annuel approprié pour l'investissement dans les villages sous forme de petites réalisations sous l'autorité des Comités Villageois,
- La promotion de la micro planification,
- Le développement du partenariat pour la mobilisation de l'aide pour le financement du développement Communautaire.

Je ferai la Promotion du Genre

En RCA, les principaux problèmes du secteur se résument :

- aux tabous et préjugés socioculturels ;
- à la faible représentation des femmes dans les juridictions de droit moderne et leur absence dans les juridictions de droit coutumier et,
- à l'inaccessibilité physique et financière au droit et à la défense des groupes sociaux vulnérables.

Je suis conscient que la finalité du genre dans tout processus de paix et de développement est de rechercher l'efficacité et la durabilité des politiques et programmes à travers la prise en compte et la participation effective et significative des femmes à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Par conséquent, les déséquilibres et les injustices sociales dans la prise en compte des réalités et des besoins des hommes et des femmes méritent d'être sérieusement abordés, pour une paix et un développement durable.

Mais on constate aussi qu'il existe encore des inégalités persistantes d'année en année entre garçons et filles selon le sexe, l'âge, le niveau des revenus des ménages et le lieu de résidence.

Pour cela :

Je renforcerai les capacités institutionnelles et techniques des acteurs centraux, régionaux et locaux de développement pour la promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre en RCA,

Je ferai la promotion de la participation citoyenne inclusive dans le cadre de la consolidation de la paix et de la gouvernance démocratique, Je mettrai tout en œuvre pour réduire la pauvreté et les disparités socioéconomiques.

J'améliorerai l'accès des groupes vulnérables au droit et à la justice.

Je mettrai œuvre une politique pour la protection et le soutien à l'éducation des filles.

J'intensifierai la lutte contre les violences basées sur le genre et les violences faites aux femmes

pour la sorcellerie.

En matière de stratégie de développement de l'entrepreneuriat féminin il s'agira de :

- Identifier des activités génératrices de revenus pour les femmes,
- Développer des programmes nationaux de formation en gestion et en montage de projet pour les femmes,
- Faciliter l'accès des femmes à la micro finance et la création d'un Fonds National de l'Entrepreneuriat Féminin,
- Créer des organisations faitières de femmes entrepreneures.

Concernant Habitat, Urbanisme et logement et afin de pallier aux insuffisances suivantes :

- Faiblesse de capacités d'offres en matière d'habitat et de logement,
- Auto construction anarchique qui constitue un facteur d'insécurité, et un problème d'urbanisation,
- Absence de politique adéquate d'habitat et de construction
- Inexistence de code immobilier et d'une banque de l'habitat.

Je veillerai à ce que notre pays dispose d'une politique adéquate d'habitat et de construction, d'un code immobilier et d'une banque de l'habitat.

- La réalisation de logements décents pour la population,
- La mise à disposition de la population des terrains lotis et viabilisés,
- la mise en œuvre des plans d'urbanisation des villes.

Je veux mettre en place un mécanisme efficace et adapté à la gestion des questions humanitaires existantes et la prévention des catastrophes en général (Sécheresses, maladies épidémiques, Crises)

Je ferai une de mes priorités, la gestion des questions humanitaires existantes ainsi que la prévention et gestion des catastrophes.

Je mettrai en place un mécanisme national d'alerte précoce et de réponse rapide aux catastrophes naturelles et provoquées par l'Homme.

Mes objectifs :

- Atténuer les conséquences socio-économiques et environnementales des catastrophes naturelles et provoquées pour s'assurer qu'elles ne marginalisent pas davantage les populations vulnérables du pays,
- Incorporer régulièrement dans les politiques nationales la gestion proactive des risques liés aux catastrophes et la planification d'urgence,
- Créer et opérationnaliser un système d'alerte précoce,
- Renforcer les aspects liés aux questions environnementales à toutes les étapes du cycle des désastres.

Je vais promouvoir les discussions au niveau régional et l'harmonisation sur la création des structures de gestion de risque au niveau national.

J'éveillerai les consciences sur les risques de catastrophes dans le pays.

Je vais promouvoir les réseaux nationaux et les liaisons pour l'alerte précoce, les capacités d'intervention et les plans d'urgence nationaux et régionaux.

Je soutiendrai les efforts nationaux et régionaux pour exécuter les stratégies saines de gestion des catastrophes.

DÉSENCLAVEMENT ET DÉCENTRALISATION

Je veux désenclaver notre pays - Les Infrastructures de grands travaux

Je vais lever les contraintes à l'exploitation des ressources naturelles et favoriser la croissance en m'appuyant sur :

- La construction, la réhabilitation et la viabilisation des équipements et des infrastructures des transports,
- Le renforcement des capacités de développement local intégré.

Je veux Construire, réhabiliter et viabiliser les équipements et les infrastructures des transports pour encourager les investissements privés

Mon objectif est de faciliter et l'importation et l'exportation et l'accès aux marchés nationaux et régionaux.

Je mettrai en œuvre le projet d'extension et de réaménagement de l'aéroport international de Bangui M'Poko et la réhabilitation de sept (7) aérodromes secondaires à Berbérati, Bouar, Bossangoa, Bambari, Bozoum, Birao et Bangassou,

Je mettrai la priorité sur les échanges avec les pays voisins du Congo, de la République Démocratique du Congo et du Cameroun (Bayanga et Lidjombo) :

- Réhabiliter les infrastructures routières

critiques,

- Construire trois(3) quais pour menues embarcations à Ouango Sao, Nola et Mobaye.

Je mettrai à l'étude la faisabilité à moyen terme de l'implantation de quelques zones industrielle notamment :

- Bambari - zone aurifère de Ndassima,
- Boali pour sa position géographique stratégique concernant les Infrastructure - Energie, Routière et Eau
- Mobaye pour sa position géographique stratégique - Energie et Eau.

Je veux Renforcer les capacités de développement local intégré

Je vais mettre en œuvre avec détermination le programme Pôle De Développement (PDD) appuyé par l'Union européenne qui vise à contribuer à la stratégie de réduction de la pauvreté et au développement économique et social durable de notre pays.

- Relance économique locale et promotion des initiatives des Organisations de la Société Civile,
- Restauration des services sociaux de base fonctionnels,
- Gouvernance, Renforcement de la démocratie et Restauration de l'autorité de l'État.

La phase actuelle comporte huit (8) pôles de développement et notamment les villes de Sibut, Bozoum, Bambari, Bouar, Paoua, Bossangoa,

Batangabo et Kaga-Bandoro doit être élargie à de nouveaux pôles.

Je veux décentraliser la gestion territoriale du développement

Mon objectif est de réhabiliter et reconstruire les structures de l'Administration et de redéployer celles-ci sur toute l'étendue du territoire afin de garantir la préservation sécuritaire et le respect de l'ordre républicain dans notre pays et de générer des ressources financières.

Je vais réhabiliter l'offre des services publics sur la plus grande partie du territoire et notamment en ce qui concerne les services administratifs, la sécurité de proximité assurée par la gendarmerie et la police et les administrations judiciaires, les services fiscaux et douaniers.

Je vais rendre effectif et efficace le développement de l'Administration territoriale :

- Renforcer les capacités des services déconcentrés et décentralisés en vue de garantir une déconcentration et une décentralisation accomplies,
- Opérationnaliser les régions administratives,
- Organiser des élections régionales et municipales en vue de consolider la démocratie locale,
- Réhabiliter et/ou construire les bâtiments administratifs servant de bureaux et résidences des Préfets et Sous-Préfets.

Pour faire face à l'absence de textes fondamentaux réglementant la politique de Décentralisation et de Régionalisation ainsi qu'à la faible appropriation du concept de Décentralisation dans notre pays :

J'actualiserai et renforcerai le cadre institutionnel et juridique de la décentralisation de manière participative :

- Renforcer les capacités du dispositif Institutionnel et organiser des États Généraux de la Décentralisation,
- Réformer l'Administration du Territoire.

La mise en place d'un cadre légal et réglementaire établira les bases de fonctionnement des structures d'appui du processus de décentralisation.

Je veux redynamiser le secteur des transports et des travaux publics

Secteur des transports

Mon objectif est de desserrer dès la première année de ma magistrature, les contraintes de l'enclavement par le désenclavement intérieur et extérieur du pays en se dotant d'un cadre cohérent et intégrateur de gestion des infrastructures de transport et d'un plan d'action opérationnel parfaitement harmonisé avec les plans régionaux de transport :

- Réhabiliter et/ou la construire à hauteur de 25% des plates-formes de transport,
- Réduire de 20% des coûts de transport,
- Réduire les taux d'accident à environ 30%,
- Faciliter les transports par la réfection/construction des infrastructures de transports
- Rendre praticable les voies navigables (Oubangui et Sangha),
- Rendre fonctionnels un minimum de 30% des aérodromes en incluant la remise aux normes internationales des aéroports de Bangui et Berberati.

Je poursuivrai l'amélioration du cadre législatif, réglementaire et institutionnel des Transports et de l'Aviation Civile :

- Poursuivre les réformes en cours,
- Réaménager les cadres réglementaires des structures chargées de l'exécution des programmes et projets du secteur,
- Procéder au renforcement des capacités opérationnelles des cadres et acteurs impliqués.

Je renforcerai les capacités des structures de coordination des activités :

- Améliorer le système d'information,
- Former des planificateurs de l'administration en charge des infrastructures de transports

ainsi que la formation des gestionnaires du secteur privé et de la société civile impliqués.

Je développerai et ferai la promotion du secteur par la construction, la réhabilitation, la viabilisation et la valorisation des infrastructures - Définir des priorités, construire, réhabiliter puis viabiliser les infrastructures de transports susceptibles de favoriser la promotion des grappes de croissance.

Je mobiliserai des ressources diversifiées, stables et régulières à travers la mise en place d'un mécanisme de mobilisation des ressources tant nationales qu'internationales en favorisant le Partenariat Public et Privé (PPP) via la libéralisation et la promotion du secteur des transports.

Secteur des Travaux Publics et du désenclavement

Les faits - Notre réseau routier couvre 24 307 Km. Sur l'ensemble de ce réseau, seulement 702 Km de routes nationales sont bitumés - Soit 3% du réseau.

- Un état défectueux des routes avec 3 000 Km de pistes rurales non praticables, 12 000 Km dégradés à 80%,
 - Une dégradation importante du réseau routier total dont 37% sont impraticables
 - 50% de praticabilité moyenne aggravée depuis les dernières crises qui ont paralysé la circulation ; certaines zones devenues dangereuses.
-

Mon objectif :

- Construire 4 000 km de routes nationales revêtues,
- Réhabiliter 800 km de routes nationales en terre,
- Réhabiliter 1 800 km de routes régionales en terre,
- Réhabiliter 2 865 km de pistes rurales,
- Construire 12 sur les 26 ouvrages d'art majeur et 50 sur les 785 ouvrages d'arts sur les pistes rurales,
- Augmenter les ressources du Fond des Entretien Routier à dix (10) milliards et le renforcement des liens de coopération internationale et régionale en vue du

financement régulier du sous-secteur,

- Renforcer les capacités opérationnelles de cinq (5) structures du secteur,
 - Réhabiliter les ponts détruits de Bangui.
-

J'améliorerai le cadre législatif, réglementaire et institutionnel des Travaux Publics et du Désenclavement :

- Poursuivre les réformes en réaménageant les cadres réglementaires des structures chargées de l'exécution des programmes et projets du secteur,
 - Procéder au renforcement des capacités opérationnelles des cadres et acteurs impliqués.
-

Je renforcerai les capacités des structures de coordination des activités :

- Procéder à l'amélioration du système d'information du secteur, la formation des planificateurs de l'administration en charge des infrastructures routières ainsi que la formation des gestionnaires du secteur privé et de la société civile impliqués,
 - Renforcer la capacité opérationnelle des communautés de base et des entités impliquées (Office National de l'Emploi et le Main d'œuvre, Fond des Entretien Routier).
-

Je développerai et ferai la promotion du secteur par la construction, la réhabilitation, la viabilisation et la valorisation des infrastructures - Etablir les priorités, construire, réhabiliter puis pérenniser les infrastructures devant porter dans la durée la stratégie de la promotion des grappes de croissance.

Je mobiliserai des ressources diversifiées, stables et régulières par la mise en place d'un mécanisme de mobilisation de ressources tant nationales qu'internationales en favorisant le Partenariat Public et Privé (PPP).

Je vais mettre en place des fonds nationaux pour le financement des opérations des infrastructures qui n'en disposent pas.

MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Il est impératif et urgent d'améliorer le processus de production, de transformation et des flux de commercialisation des produits agricoles pour la consommation intérieure et à l'exportation.

Je veux poursuivre :

Le Projet d'Urgence de Réponse à la Crise Alimentaire et Relance Agricole (PURCARA)

Le Programme de Relance Agropastorale PRAP-RCA

PURCARA - Je vais fournir des intrants (Semences d'arachide, de maïs, de riz et de sorgho) ainsi que des équipements agricoles avec le support du financement du projet Funds Agriculture Organisation (FAO) en cours à hauteur de \$20 million et rassurer nos partenaires dans leurs efforts pour maintenir l'activité agropastorale en dépit de la crise.

Je vais renforcer la collaboration entre les ONG, les groupes de producteurs de semences (REPROSEM) et les opérateurs de proximité à travers la sécurisation du territoire et le financement des activités maraichères et les micro-jardins dans les grandes villes.

PRAP-RCA - Je vais reprendre les négociations avec la Banque mondiale pour une reprise du programme de relance agropastorale (PRAP-RCA) initié en mai 2011 pour un montant initial de US\$ 30,8 millions, visant à lutter contre l'insécurité alimentaire chronique, avec un focus particulier sur la partie sud-ouest du pays qui a un potentiel agricole significatif mais où la malnutrition est

générale et où le taux de chômage est élevé suite à l'arrêt de plusieurs activités minières. Du fait de la crise les activités de ce projet vital n'ont pu être exécutées comme planifiées et la Banque Mondiale a initié le processus d'annulation des fonds non déboursés de US\$ 21,5 millions.

Je veux développer et moderniser le secteur de l'Agriculture et de l'Élevage

Je vais mettre en œuvre un Plan Directeur qui aura pour résultat de faire du secteur agropastoral un véritable moteur de la croissance de notre pays pour les 10-15 prochaines années.

Ce secteur sera également l'un des piliers de la politique de décentralisation des régions et un vecteur d'intégration de notre économie dans la sous-région CEMAC.

Ce Plan Directeur s'articulera autour des grands Axes suivants :

- Amélioration du cadre institutionnel et l'environnement de la production,
- Réorganisation et Modernisation du secteur Agro-pastoral
- Amélioration de la production, de la transformation et des flux de commercialisation des produits agricoles à l'intérieur et à l'exportation (L'Agrégation du secteur Agriculture, Elevage, Commerce et Industrie),
- Promotion de l'investissement privé et Financement de cette nouvelle politique.

Je veux améliorer le cadre institutionnel et l'environnement de la production

Je vais faire promulguer et faire appliquer des textes de Loi concernant le Code foncier de la République centrafricaine pour faciliter l'accès à la propriété foncière aux investisseurs privés nationaux et extérieurs, aux couches vulnérables, notamment les femmes et les jeunes,

- Définissant de nouvelles missions et élaborer de nouveaux schémas d'intervention,
- Relevant les capacités opérationnelles et la rentabilisation de ces ressources.

Je vais promouvoir et développer les organisations professionnelles agricoles, rurales, et renforcer les capacités des organisations paysannes.

Je vais responsabiliser, former, et assurer le conseil aux petits producteurs :

- Restructurer et réorganiser les acteurs ruraux et les organisations paysannes,
- Renforcer les capacités humaines, financières et matérielles des organisations paysannes,
- Assurer la participation des acteurs à la Chambre d'agriculture,
- Créer des Chambres régionales pour une meilleure représentativité des acteurs.

Je veux rendre opérationnelle la Plateforme Nationale du Pastoralisme et de la Transhumance

Mon objectif : Avoir un cadre légal, chargé de prendre des initiatives et proposer des solutions ou générer des données dans le but d'améliorer les aspects du Pastoralisme et de la Transhumance.

La crise actuelle a accentué le fossé, en termes

de cohabitation, qui sépare les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs. Pour réduire ce fossé :

J'améliorerai les mécanismes de résolution des conflits.

Je mettrai en place des Comités Régionaux de réflexion et de concertation permanents pour la prévention et de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ces comités régionaux seront composés de manière paritaire par des représentants des deux groupes communautés, en particulier des sages.

Cette approche locale de gestion des relations sera renforcée par les institutions et la mise en place des couloirs de transhumance.

Je vais accroître les capacités des institutions de planification de recherche, d'appui-conseil, de formation et de communication en :

- Définissant de nouvelles missions et élaborer de nouveaux schémas d'intervention,
- Augmentant les capacités opérationnelles et optimiser l'utilisation des ressources.

Je veux Réorganiser le secteur de l'Agriculture et de l'Élevage

Je mettrai en place un mécanisme d'interaction efficace au sein du système national de recherche et de vulgarisation agricole,

Je ferai établir des conventions et protocoles de collaboration entre les agences de développement agricole et de l'élevage (ACDA, ANDE), l'ICRA et l'Université,

Je mettrai tout en œuvre pour faciliter la mobilité des ressources humaines, valoriser les résultats des recherches, et renforcer la coopération de manière durable entre ces trois institutions dans la recherche et le développement,

Je renforcerai la capacité de nos centres de recherches, l'ICRA et l'ACDA pour offrir plus

de semences et de meilleures qualités à nos agriculteurs,

Je renforcerai les capacités de l'Office de Réglementation, de Contrôle et de Commercialisation des Produits Agricoles (ORCCPA) pour assurer la traçabilité des produits.

Je veux conduire la modernisation de l'Agriculture et de l'élevage

Je garantirai aux petits producteurs et éleveurs un accès permanent aux ressources productives de qualité.

Je mettrai tout en œuvre pour réduire la vulnérabilité des activités agricoles en faisant appel aux experts pour la mise en place d'une stratégie solide face aux aléas de la pluviométrie et de l'érosion.

Je vais élaborer une politique de maîtrise de l'eau :

- Promouvoir et développer la petite irrigation,
- Aménager des bas-fonds dans les zones à fort potentiel de production particulièrement dans les zones du Nord et Nord-est du pays,
- Diffuser des plans raisonnés d'assolement/rotation et de fertilisation pouvant garantir la conservation des sols.

Je mettrai en place un programme pour la mécanisation des exploitations agricoles et des petites unités de transformation des productions agricoles à travers la culture attelée.

Je développerai un artisanat de service fabricant des pièces de culture attelée et de mécanisation.

Je garantirai aux petits producteurs et gros producteurs un accès permanent aux ressources productives en mettant en place des caisses régionales pour l'agriculture et l'élevage avec l'appui de nos partenaires.

Je vais relancer le secteur de l'Élevage : Gros bétail, Petit bétail, Pêche, Aquaculture (Pisciculture, Sériciculture) et l'Apiculture.

Je veux relancer le secteur de l'Élevage

Je veux Améliorer la production, la transformation et augmenter les flux de commercialisation des produits agricoles à l'intérieur et à l'exportation

Je vais mettre en place un partenariat avec les centres de formation technique, Faciliter l'émergence de PME de construction de matériels agricoles pour créer une dynamique interprofessionnelle.

- Mécaniser les exploitations agricoles et des petites unités de transformation des productions pour avoir des effets induits sur l'emploi, le commerce,
- Améliorer les techniques d'élevage pour accroître la productivité dans ce secteur,
- Mettre en place des unités de stockage et des comptoirs de négociations,
- Renforcer le partenariat avec les radios communautaires existantes grâce à la création et à l'animation de programmes intégrés de communication et de sensibilisation sur le programme de mécanisation et de la transformation des produits agricoles.

L'agro-industrie constitue le maillon non agricole dans les chaînes de valeur agro-alimentaires. Elle fournit des intrants au secteur agricole et relie ce dernier aux consommateurs à travers la manipulation, la transformation, le transport, la commercialisation et la distribution d'aliments et autres produits agricoles.

Je veux Promouvoir l'investissement privé et renforcer le financement du secteur Agro-pastoral.

J'engagerai des négociations avec le Fonds Africain de Développement et le Fonds international de développement agricole pour la mise en place d'un programme pour la promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes. Il s'articulera autour de cinq axes d'intervention : l'accès aux services financiers, les opportunités de formation et d'appui-conseil, la valorisation des produits par la transformation, l'organisation et la commercialisation, les infrastructures rurales et sociales, et les questions d'accès à la terre. Ce programme sera également une réponse au chômage qui touche notre jeunesse.

Je mettrai en place un mécanisme pour une Agriculture contractuelle entre des exploitations agricoles à gestion familiale et des Petites et moyennes Entreprises ou Industrie agroalimentaires.

Je ferai appel aux institutions internationales, notamment le FAGACE, pour la mise en place d'un Fonds de garantie pour l'investissement agro-pastoral en Centrafrique.

- Définir des portefeuilles projets d'investissements pour chacune des grandes régions avec le concours des experts, pour amorcer une véritable autonomie économique et la décentralisation de nos 6 grandes régions
- Relancer la production de coton graines, de palmier à huile et encourager les investisseurs potentiels à s'intéresser à ces filières,
- Soutenir les efforts de transformation du coton fibre (tissage, production d'huile de coton et de tourteaux), améliorer la transformation de l'arachide, du sésame et des fruits en y intégrant les entreprises privées
- Renforcer les capacités techniques des unités de transformation existantes
- Créer les conditions pour l'installation

de nouvelles unités de transformation - spécifiquement pour la réhabilitation de la culture du coton et de café, qui fait vivre environ deux millions de Centrafricains

- Renforcer et vulgariser la culture du riz.

J'améliorerai le cadre législatif, réglementaire du secteur et le climat des affaires en général pour mobiliser des ressources diversifiées, à travers un mécanisme de mobilisation de ressources aussi bien nationales qu'internationales et en favorisant le Partenariat Public et Privé (P.P.P).

GESTION STRATÉGIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

Je veux renforcer l'Éducation Nationale

L'Éducation Nationale est la clef de notre avenir - Nous sommes dans l'urgence - La stratégie en matière d'Éducation Nationale sera basée sur les fondamentaux simples suivants :

- La création des programmes a durées courtes, moyennes ou longues, de tous niveaux et en adéquation avec les besoins de notre pays en ressource humaines qualifiés pour une réponse rapide aux besoins de notre développement.
- Ces programmes incluront des possibilités concrètes pour les nouveaux diplômés d'offres d'emplois dans les différents programmes de développement de notre pays.
- Les programmes d'Éducation offriront des possibilités de plans de développement aux personnes ayant opté dans un premier temps pour des programmes à durée courte ou moyenne.
- La Mise en place de l'éducation obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'adolescence (12 ans) - l'alphabétisation et l'éducation formelle et/ou non formelle. Des sanctions seront prévues pour les parents en cas de violations volontaires des dispositions concernant l'éducation obligatoire.

Pour assurer le succès de cette stratégie, Je mettrai tout en œuvre pour :

- Assurer une couverture éducative globale et un enseignement complet de qualité, y compris pour les autres niveaux, à tous les enfants des deux sexes, quel que soit leur milieu de résidence,

- Relever le taux net de scolarisation de 6%,
- Augmenter le taux d'achèvement de 6%,
- Relever le taux brut de l'enseignement fondamental 2 et secondaire de 4 points,
- Accroître le taux d'alphabétisation de 10%,
- Développer l'éducation de la petite enfance,
- Consolider les acquis et la fourniture d'une scolarisation universelle,
- Augmenter l'offre et améliorer la qualité des autres cycles d'enseignement notamment au fondamental 2 et au secondaire,
- Développer les programmes d'alphabétisation,
- Soutenir la scolarité en faveur des enfants les plus vulnérables par des mesures d'accompagnement ; gratuité des manuels, cantines scolaires, internat, bourses, couverture sanitaire et la création d'un fonds spécial pour l'accélération de la scolarisation de la fille,
- Développer la formation professionnelle de courte durée,
- Développer l'enseignement technique et professionnel,
- Ouvrir des Centres de Formation et d'Apprentissage Ruraux, avec l'appui de l'UNESCO,
- Créer dix (10) centres de formation technique et professionnelle.

Cette stratégie a un coût dont nous ne pouvons faire l'économie. Pour cela :

- Je mettrai en place l'identification de solutions innovantes et avec la participation de tous,
- J'impliquerai l'Association des Présidents des Établissements Privés, les Responsables des Écoles Catholiques

Associées de Centrafrique ainsi que de la Fédération Nationale des Parents d'Elèves de Centrafrique

- J'améliorerai le budget de l'État en matière d'Éducation de façon croissante - J'entends consacrer 20% des dépenses de l'État à l'éducation pour pouvoir mettre en œuvre une stratégie visant à améliorer la qualité de l'enseignement et à accroître la capacité d'accueil du système dans son ensemble de 2015 à 2020.

Je veux Renforcer l'Enseignement Supérieur

L'Enseignement Supérieur comprend l'Université d'État et une dizaine d'institutions d'enseignement supérieur privé. A cela s'ajoutent d'autres institutions telles que l'École Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENAM), qui est un établissement supérieur de formation professionnelle et les établissements d'enseignement supérieur confessionnels (Grand séminaire de Bangui, FATEB).

L'Université de Bangui a initialement été construite pour 3000 places en 1970, il accueille aujourd'hui plus de 20.000 étudiants. L'infrastructure ne permet plus d'accueillir le nombre des bacheliers qui a été multiplié par 10 en 10 ans.

La RCA reste en dessous de la moyenne des 12 pays africains francophones.

Je vais lancer un programme de délocalisation en adéquation avec nos besoins en développement de certains établissements de l'Université de Bangui et de créer de nouvelles Universités,

Je vais professionnaliser 90% des filières des établissements de l'enseignement supérieur et rendre opérationnelle la réforme Licence Maîtrise Doctorat (LMD) à l'Université de Bangui et en accord avec les besoins en développement de notre pays.

Je veux promouvoir la Jeunesse, les Sports, les Arts et la Culture

Le jeune centrafricain doit jouir du bien-être économique, social, intellectuel, émotionnel, physique et spirituel et doit avoir la possibilité d'acquérir une meilleure qualité de vie pour lui-même, sa famille, sa communauté et sa nation.

Les jeunes représentent près de la moitié de notre population (48%) et se heurte à de nombreux défis auxquels j'apporterai des solutions.

La Jeunesse

J'augmenterai le crédit alloué au secteur de la jeunesse et des sports.

Je vais créer un Fonds National d'Appui à l'Insertion des Jeunes (FNAIJ).

Je vais créer des « Maison Familiale Rurale » (MFR) pour l'éducation en alternance des enfants et parents vulnérables axée sur la création d'emploi.

Je vais transformer les « Maison de Jeunes » en « Centre de Jeunesse et d'Animation » (CJA) pour l'encadrement des jeunes à la création d'emploi.

J'impliquerai 80% des jeunes dans les actions citoyennes, la promotion de la paix et la prévention des conflits.

Je vais réduire de 30% le taux d'analphabétisme des jeunes.

Je vais assurer l'insertion de 60% des jeunes marginalisés sur le plan socioprofessionnel.

Je vais améliorer la performance des services déconcentrés et du Département en charge de la jeunesse.

Les Sports - Je développerai le sport de masse :

En favorisant l'accès d'un grand nombre de la population à la pratique des sports et en leur offrant la possibilité d'avoir des loisirs sains.

En vulgarisant les activités physiques et sportives et la pratique du sport de réhabilitation (sports pour personnes handicapées).

En développant le sport d'élite en assurant des conditions optimales de travail afin de donner une bonne image de la RCA au plan international - Renforcement des capacités techniques matérielles et institutionnelles :

Pallier l'insuffisance numérique et qualitative en personnel en ré-ouvrant le centre national de formation et de perfectionnement

Doter le département en moyens appropriés pour assurer pleinement ses missions

Formuler une politique nationale en matière de sports comportant les grandes stratégies du secteur.

En soutenant d'avantage les disciplines sportives qui sont des ambassadeurs de la RCA à l'étranger (Basketball, Football, Athlétisme) :

Arts et Culture - J'envisage de faire des arts et de la culture un secteur générateur de ressources et d'emplois :

Construire un (1) complexe culturel,

Réhabiliter cinq (5) musées régionaux,

Aménager et mettre en valeur dix (10) sites du patrimoine immatériel,

Créer dix (10) Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC) dans 10 localités

Mettre en place six (06) carrefours culturels à Bangui et dans certaines villes de Provinces,



Je veux promouvoir la culture de la citoyenneté, des Coutumes et des Valeurs traditionnelles.

Encourager les expositions d'arts centrafricains. La qualité des relations entre l'État et ses administrés nécessite une attention particulière car c'est à travers la reconnaissance nationale de l'État qu'il devient légitime et aussi une Nation.

Je remettrai la citoyenneté au cœur du processus - Non pas dans les textes (car elle y figure), mais dans la pratique.

Je donnerai à la Citoyenneté la place centrale dans le paradigme des problématiques, bien avant les notions de leadership ou de gouvernance - Le Citoyen et sa Citoyenneté sont la base et le garant de toute légitimité politique pour le bien du pays et eux seuls rendent valide la vision, direction politique exécutée par les institutions qui ne sont que la représentation organisée et permanente de la Citoyenneté.

Le Citoyen doit être informé afin de pouvoir faire des choix éclairés.

Je veux mettre en place un processus de réappropriation par la base de cette citoyenneté - Cet exercice nécessaire a été entrepris avec un certain succès par le biais des Conférences Nationales, des Commissions de réconciliation et récemment à travers l'exemple intéressant des Assises Nationales du Sénégal : Vaste consultation entreprise depuis 2007 à partir d'une concertation de bas en haut, de toutes les composantes de la Société, des différentes régions, jusqu'à la capitale, complétées par des commissions transversales visant à ausculter le « malade État », comme le « malade Société », pour définir les conclusions, avec des objectifs et des périodes de contrôle. L'ensemble repris dans une charte de gouvernance a été signé par toutes les parties et récemment par le nouveau Président de la République entre les deux tours des élections.

Je vais réinterroger avec une rigueur scientifique décomplexée « l'histoire, les mémoires et les pratiques » : Le moment est venu de dépoussiérer les idées reçues, notamment en ce qui concerne la logique arithmétique de la démocratie occidentale, tout en se gardant de tout angélisme et de la tentation primitive, pour revisiter les constitutions.

Je convoquerai dans cette recherche tout ce qui est producteur de valeur, de l'unité centrale (la famille), aux cercles secondaires également producteur de valeur (école et entreprise...).

Cette réappropriation se fera sans tabou et en soulignant l'importance de la prise en compte d'éléments positifs déterminants, dans le contexte africain comme la « foi » et l'apport des religions ou « la solidarité africaine » profondément ancrée dans nos traditions.

Je veux faire la promotion des Recherches Scientifiques

Les activités de recherche connaissent une faible performance dans notre pays :

- Je renforcerai les capacités des centres de recherche,
- Je vais réhabiliter, construire et équiper les centres de recherche,
- Je vais mettre en place une structure pour la publication et la diffusion des travaux,
- Je vais élaborer et adopter une loi organisant la recherche scientifique, technologique et l'innovation,
- Je vais créer des primes à la découverte scientifique réalisée par des Centrafricains.

Je veux relancer l'Emploi

Le Secteur Public - Des mesures doivent être préconisées en vue de rendre efficace l'Administration Centrafricaine caractérisée par de graves dysfonctionnements. Cet état de chose reflète l'inadaptation du cadre juridique qui régit les structures administratives :

Je vais mobiliser les compétences nationales

disponibles et avec l'appui technique des partenaires au développement pour jeter les bases d'une Fonction Publique moderne plus profitable aux populations.

Je vais rendre plus adapté le cadre juridique afin qu'il puisse répondre aux exigences d'une Administration moderne, bien structurée et capable de soutenir une politique de développement en faveur des bénéficiaires ultimes que sont les populations - Recentrer le rôle de l'Administration afin de la rendre plus proche des usagers.

Je vais mettre en conformité le fichier du personnel de l'État et de la paie.

Je vais mettre en place un véritable système intégré de gestion du personnel de l'État où l'Administration disposera :

- D'un outil pour mesurer la performance de ses Agents,
 - D'un outil pour une intégration efficace des Jeunes dans l'administration,
 - D'un outil pour l'intégration des Agents aujourd'hui formés mais sans emploi.
-

Je vais redonner à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) toute sa place dans le dispositif de la formation continue des fonctionnaires et Agent de l'État au niveau national.

Chaque Département Ministériel sera responsabilisé pour une gestion rigoureuse et efficace de son personnel en ce qui concerne le suivi de la carrière et le processus de recrutement du personnel.

Le Secteur Prive - Développer l'auto-emploi et les activités génératrices de revenu, les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) et la promotion de l'emploi dans le secteur privé moderne.

Je vais structurer les activités de ce secteur autour de la mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire incitatif capable de favoriser la création d'emplois décents et durables, le renforcement des institutions de gestion de la

politique nationale de l'emploi, de la formation professionnelle et de la protection sociale, et, la mise en place d'un système d'information et de gestion du marché du travail et de la formation professionnelle. Il vise à créer les conditions de création d'emplois durables et d'une large diffusion d'information sur l'emploi :

- Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire incitatifs capables de favoriser la création d'emplois décents et durables,
- Renforcer les capacités des institutions chargées de gestion de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle; et développement des ressources humaines et de l'employabilité,
- Mettre en place le système d'information et de gestion du marché de travail, de la formation professionnelle et de la réinsertion socio-économique des ex-combattants.

Renforcer la coopération et le partenariat dans ce secteur pour améliorer la performance du pays :

- Bureau International du Travail en matière de formation des cadres du travail et de la sécurité sociale,
- FAO dans le domaine agricole,
- Les organisations des travailleurs et d'employeurs,
- la Banque Mondiale,
- le Pôle Emploi (France) et l'Agence Française de Développement dans le cadre d'une assistance technique et matérielle,
- la Banque Africaine de Développement,
- la Conférence Internationale de la Prévoyance Sociale, en ce qui concerne la protection sociale,

Pour ne citer que ceux-là.

Je veux améliorer l'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

Je veux poursuivre l'amélioration du cadre législatif, réglementaire, institutionnel et opérationnel

Je mettrai en conformité les textes législatifs et réglementaires sectoriels par rapport aux directives de la CEMAC et de les actualiser pour tenir compte des besoins de développement du marché.

Je renforcerai les capacités institutionnelles et opérationnelles des cadres du Ministère, de l'A.R.T, de la SOCATEL, et de la Poste chargées de la gestion, du suivi-évaluation.

Je veux établir des infrastructures de transport large bande

Je bâtirai une infrastructure nationale de transport large bande reliant les chefs-lieux de préfecture à Bangui pour permettre le développement de la couverture nationale à des coûts abordables. Les modalités de développement de cette infrastructure « structurante » devront toutefois être définies, aussi bien pour son financement que pour son exploitation en terme de partenariat public-privé.

Je veux développer des réseaux et moyens d'accès aux TICs

J'intégrerai les avancées du projet CAB pour établir une infrastructure d'accès international large bande en fibre optique reliant Bangui au câble sous-marin SAT3/WASC pour faciliter le

développement de l'Internet et permettre d'accroître la pénétration du mobile grâce à une baisse des prix de l'international afin d'assurer une couverture totale de la population à l'horizon 2020 sur toute l'étendue du territoire,

Je mettrai en place des collaborations pour gagner en expertise (Tchad, Cameroun concernant le financement de la BAD).

**Je veux démocratiser
l'utilisation de l'Internet et
redynamiser les activités
de la SOCATEL et de la
Poste grâce aux TIC**

Je vais multiplier la création de points d'accès communautaires aux TIC en promouvant l'accès aux entreprises, par le biais de contenus internet (e-gouvernement, e-commerce, e-santé, etc.).

GESTION STRATÉGIQUE DES RESSOURCES NATURELLES

Je veux relancer le secteur des Eaux et Forêts

Je veux organiser l'utilisation rationnelle de l'Oubangui et faciliter le transport fluvial - Je veillerai à ce que les opérations de dragages sur l'Oubangui se fassent régulièrement et j'entends encourager les promoteurs privés à faciliter le transport des populations riveraines et de leurs marchandises par voie fluviale. Il s'agit des populations de Bangui-Zinga-Mongoumba et Bangui-Kouango-Mobaye-Bangassou.

J'encouragerai de même les centrafricains qui auront choisi le transport par voie fluviale du Port de Bangui au Port de Brazzaville d'où les marchandises sont transportées par rail au port maritime de pointe Noire, à environ 1815 km de Bangui.

Cette dernière voie navigable ne peut être empruntée économiquement que six ou sept mois par an, période de hautes eaux (Juillet à Décembre), mais est indispensable pour les échanges entre nos pays et l'exportation.

Je renforcerai la Sylviculture - Je mettrai un accent sur le développement de l'agroforesterie rurale en vue de promouvoir la création d'emploi des jeunes en milieu rural pour améliorer la traçabilité et le niveau des recettes :

- Je vais vulgariser les accords de partenariat disponibles,
- Je vais actualiser les normes d'aménagement et les conservations ainsi que de la gestion des terroirs de chasse villageois,
- Je vais mettre en œuvre des plans d'aménagement forestier.

Je lancerai un audit sectoriel pour m'aider à la prise de décision concernant :

- La politique forestière à court et à moyen terme,
- La réorganisation du secteur,
- La rationalisation et le développement de la production,
- Les stratégies d'action du secteur 2016-2020

Je veux assurer un développement durable et une restauration de l'Environnement

Notre pays est dans une situation d'abondance des terres et des ressources naturelle. Notre faible densité démographique dans le pays fait que la reproduction des habitats naturels n'est pas un danger.

Notre pays a ratifié les principales conventions internationales environnementales, elle est tenue à la solidarité environnementale mondiale. Par conséquent, Je ferai de la politique environnementale (voir préambule du code de l'environnement) le moteur des innovations dans les politiques gouvernementales en m'appuyant sur la pratique de la consultation de la société civile et des bénéficiaires comme approche de prise de décision gouvernementale.

Je garantirai la mise en exploitation des ressources naturelles dans le respect de la légalité et en accord avec les principes de solidarité intergénérationnelle, l'hydro solidarité, la solidarité climatique et le partage équitable des bénéfices, le respect des droits coutumiers

fonciers et la redevabilité de l'État sur les revenus tirés de toutes ressources naturelles. Ceci pour garantir la cohésion sociale et redonner espoir aux populations.

Je vais mettre en conformité environnementale et sociale tous les investissements susceptibles de transformer de manière significatives les milieux naturels (mines, pétrole, agro-industries, routes, barrages),

Je vais élaborer un plan d'aménagement du territoire (zone urbaine, zone de forêt naturel, zone agricole, zone d'élevage, zone agricole, zone minière),

Concrétiser la réforme foncière en garantissant l'accès aux formes de propriétés de la terre (privée et communautaire) à tous les citoyens et créer un marché foncier et garantir la reconnaissance des droits coutumiers des populations riveraines sur les ressources naturelles dans une loi foncière nouvelle.

Enrichir l'arsenal des textes d'application du code de l'environnement pour permettre l'application de la police environnementale qui est différente du contrôle forestier,

Je vais ériger une Autorité du Climat pour la mise en œuvre des politiques climatiques afin de bénéficier des retombées internationales des discussions sur la solidarité climatique.

Je vais élaborer une politique de l'eau et de l'habitat pour prévenir des pollutions urbaines,

Je vais élaborer une politique des déchets ménagers, industriels sources de gaz à effet de serre.

Je vais élaborer une politique de l'exploitation du pétrole en consultation avec la société civile et en respectant les nouveaux principes de redevabilité de l'État sur les revenus de l'extraction des ressources naturelles (ITIE) et la protection de l'environnement,

Je vais renforcer les dispositions de redevabilité

dans les codes miniers et loi de Finances (publication de bilan annuel des comptes des fonds de l'Environnement, du Tourisme, des Forêts, Miniers).

Je vais élaborer une politique de l'énergie basée sur les stratégies suivantes :

- Stratégie d'électrification - Hydroélectricité, électricité solaire.
- Stratégie de gestion des bois de chauffe ou bois-énergie en raison de son impact sur la déforestation et le changement climatique - Équipements de pesage à l'entrée de la ville et statistiques du commerce et imposition.

Ceci passera par une transparence sans faille des affaires publiques, par le renforcement du rôle de la société civile, la formalisation de son implication au niveau des instances d'État, et dans les questions environnementales par des consultations systématiques.

Je vais promouvoir la Décentralisation des collectivités gage d'une participation élargie à l'effort national de la reconstruction.

Je vais renforcer la réglementation en matière de ressources fauniques pour les marchés urbains et les permis d'exploitation des forêts.

Je vais promouvoir une coopération pour la formation des ingénieurs de hauts niveaux dans le domaine de l'ingénierie de l'Electricité, de l'Eau et des Mines.

Je vais élaborer des normes environnementales pour le contrôle des installations classées et l'examen des Etudes d'impacts environnementaux.

En cohérence avec ma stratégie concernant le programme de l'Éducation National, Je vais créer une filière Master en Gestion de l'Environnement à l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR)

Je vais élaborer une stratégie nationale de gestion des écosystèmes aquatiques.

Je veux relancer le secteur minier

J'œuvrerai pour l'assainissement du secteur minier afin de réduire/éradiquer la fraude, augmenter la production et favoriser l'accroissement des revenus des populations, de l'État et des opérateurs en vue de porter d'ici 2016, la part du secteur minier dans les recettes de l'État à 5% et de faire baisser le taux de pauvreté des populations dans les zones minières de 83,6 % à 70 %.

La stratégie d'assainissement que je vais instruire s'articulera sur les axes suivants :

En cohérence avec ma stratégie concernant le programme de l'Éducation Nationale, une formation sera disponible pour les artisans miniers pour les former à l'expertise du diamant et à la gestion de leurs revenus et je développerai de façon rationnelle les infrastructures énergétiques et routières pour un soutien des activités industrielles.

La bonne utilisation des ressources des travaux de recherches scientifiques et techniques,

La clarification, vulgarisation et adaptation de la loi minière à l'artisanat minier à savoir :

- L'élaboration d'une politique minière claire favorable à la promotion du secteur privé,
- La clarification et la sécurisation des droits d'usage du sous-sol par les artisans,
- L'incitation des artisans miniers à déclarer leur production et à exiger les justificatifs légaux de transaction (bordereaux d'achat) de manière à lutter contre la fraude par le bas.

La répression sévère des cas de corruption ou de complicité de fraude.

Le renforcement du système de traçabilité des diamants par la mise en place d'un système efficace de traçabilité géographique fondée sur le principe de géo référencement des chantiers artisanaux pour compléter le système

de traçabilité commerciale. Ce système permettra à l'État de pouvoir comparer les chiffres de production aux chiffres d'exportation et de localiser les zones d'approvisionnement vulnérable à la fraude.

Mettre fin à l'insécurité dans ces secteurs afin d'en faciliter les contrôles.

L'amélioration de la production minière et des revenus des populations des zones minières par :

- L'amélioration des techniques de la production artisanale,
- La mise en place d'un système pour identifier les artisans miniers exerçant leurs activités dans la légalité aux yeux de la loi,
- La contribution des PME/PMI et des sociétés minières à la production,
- L'organisation des communautés de base et la diversification de leurs activités dans les zones minières,
- La promotion de la recherche et l'exploitation des autres minerais en tenant compte du marché international des matières premières minérales (calcaire, pétrole, uranium, or, fer, métaux rares, etc.)

Ces activités d'appui seront soumises aux preuves de la légalisation des artisans miniers (patente pour le droit d'exercice artisanal, cahier de production pour la déclaration de production et bordereaux d'achat pour les justificatifs de vente légale), ce qui devrait permettre de lutter contre la fraude par le bas, c'est-à-dire par le refus des artisans miniers de vendre aux acheteurs illégaux ou ne fournissant pas de pièces légales.

L'assainissement du secteur minier est la clef pour un succès garanti de la mise en œuvre de grands projets tels que le fer de Topa, de Bogoin et de Boufoyo justifieront la construction des voies ferroviaires et d'un système de manutention portuaire qui est critique pour le désenclavement de notre pays dans les autres secteurs économiques.

Pour rendre efficace ce dispositif, j'augmenterai de façon adaptée les capacités des institutions publiques chargées du contrôle et de la

répression afin de renforcer la présence et le contrôle du Ministère des Mines dans les zones de production, d'intensifier la sensibilisation, la prévention de la fraude et la répression - Augmentation d'effectifs et de matériels aux Directions Régionales des Mines, ainsi que l'opérationnalisation de l'Unité Spéciale Anti-fraude (USAF) pour une meilleure détection des réseaux illégaux.

Je veux lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles

La RCA a signé le 20 novembre 2004 en Tanzanie la Déclaration de Dar-Es-Salaam sur la Paix, la Sécurité, la Démocratie et le Développement dans la Région des Grands Lacs.

La RCA a signé le Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans la Région des Grands Lacs le 15 décembre 2006 à Nairobi au Kenya.

Je vais mettre fin à l'impunité des personnes physiques et morales impliquées dans l'exploitation illégale des ressources naturelles de notre pays.

Je vais formuler et mettre en œuvre une loi et autres mesures visant à assurer une protection effective et adéquate des personnes qui fournissent des informations sur des actes illégaux, des mesures ou autres moyens d'exploitation illégale des ressources naturelles.

Je vais mettre en place des organes spécialisés indépendants chargés de la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et renforcer leurs capacités pour leur permettre d'accomplir efficacement leurs missions.

Je vais promouvoir la participation de la société civile et des organisations non gouvernementales aux efforts de prévention et de détection des actes illégaux et autres moyens d'exploitation illégale des ressources naturelles.

Je vais faire respecter et renforcer la liberté de presse pour informer et sensibiliser le public sur

les conséquences économiques et sociales de l'exploitation illégale des ressources naturelles, mobiliser l'opinion publique sur les mesures prises par notre pays pour prévenir et combattre l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Je veux développer le secteur de l'énergie

Je veux faire de l'énergie le moteur de notre croissance et le facteur principal de stabilisation de la sécurité - J'élaborerai un plan directeur de la mise en œuvre de la politique énergétique nationale (PEN) pour la diversification des sources d'énergie à caractère prioritaire et urgent :

Boali

- Réhabilitation de l'usine de Boali 1,
- Extension de l'usine de Boali 2,
- Installation de l'usine Boali 3 au pied du barrage,
- Réhabilitation et extension du réseau de distribution de Bangui et la réhabilitation de la centrale thermique de Bangui afin de promouvoir la production et la transformation, et, de mieux éclairer la ville de Bangui et ses environs, de manière pérenne.

Décentralisation des sources de production

- Électrification des villes de Mobaye, Kongbo, Kémbé, Alindao, Ima-Langandji, Pavica et Dimbi à partir de la collaboration avec la Centrale hydroélectrique de Mobayi en République Démocratique du Congo,
- Électrification et Expérimentation des Énergies nouvelles et renouvelables permettra l'électrification des villages Pata et Pissa par l'énergie solaire photovoltaïque,
- Réalisation des études d'aménagement hydroélectrique sur la rivière Kotto et la Lobaye ainsi que l'étude de faisabilité du site hydroélectrique de Dimoli (Sosso Nakombo) de TOUTOUBOU à Carnot avec la Coopération de l'Allemagne en vue de la couverture à moyen et long terme du pays en électricité.

DIPLOMATIE DE PROXIMITÉ ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Je veux rendre plus active la diplomatie et la coopération internationale pour le rétablissement de la Sécurité, la Défense, la Justice, la Paix et la Réconciliation nationale

Je renforcerai nos échanges avec la Commission de Consolidation de la Paix du Conseil de Sécurité des Nations Unies, avec les Services de coopération française, l'Union européenne, l'Union Africaine, l'Organisation International de la Francophonie (OIF) et sur le plan bilatéral avec les Pays frères pour une Sécurité durable,

Je ferais appel à des expertises extérieures particulièrement celles des pays ayant fait leur preuve pour nous aider à rétablir la gouvernance judiciaire et accentuer la lutte contre la corruption

Je renforcerai nos relations avec les pays frères ainsi que la communauté internationale pour consolider nos actions dans la promotion de la Paix et la Réconciliation Nationale

Je veux rendre plus efficace la diplomatie et la coopération internationale pour accélérer la Modernisation de l'Agriculture et de l'Elevage

Je renforcerai notre partenariat avec la Banque mondiale, FAO, Programme Alimentaire Mondial (PAM), et les pays amis qui ont réussi dans le développement de l'élevage

Je renforcerai nos échanges avec l'Union Africaine (UA), la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC), la Commission Économique des États d'Afrique Centrale (CEMAC) et plus particulièrement les pays voisins, notamment le Tchad, le Soudan, le Cameroun et le Congo pour les questions des échanges commerciaux des produits d'élevage, ainsi que les pays de l'Afrique de l'Ouest pour l'exportation du cuir.

Je renforcerai nos échanges avec les partenaires techniques et financiers, parmi lesquels l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE), l'Union européenne (UE), la Banque mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BAD), la FAO, et les pays amis avec lesquels des accords et conventions ont été signés avec la RCA dans le domaine de l'élevage.



Je veux plus d'échange international pour renforcer nos capacités dans la Gestion stratégique des Ressources naturelles

Je solliciterai l'Union européenne afin de nous appuyer pour mettre en œuvre le Plan d'action pour l'application des réglementations forestières, de gouvernance et échanges commerciaux conformément à notre adhésion au Processus FLEGT (Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux)

Je veillerai à notre conformité aux exigences de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE), du Processus de Kimberley, du Bureau Veritas pour renforcer notre lutte contre l'exploitation illégale de nos ressources naturelles.

Je veillerais à relancer la coopération avec la République Démocratique du Congo pour un accès plus conséquent à la Centrale hydroélectrique de Mobayi et je relancerai le projet de la chute de Toutoubou à Carnot en Coopération avec l'Allemagne ainsi que la coopération avec tous les pays amis ayant une expertise dans ce domaine pour faire de l'énergie l'un des moteurs de notre croissance et un facteur de stabilisation de la sécurité.

Je veux un rôle plus actif de la coopération internationale pour la réalisation de nos projets de Désenclavement et de Décentralisation

Je poursuivrai les projets en cours avec l'Union européenne et l'Organisation Internationale des Maires Francophones (AIMF) pour renforcer nos capacités en Développement local intégré

Je renforcerai la mobilisation des ressources diversifiées, stables et régulières en encourageant le Partenariat Public, Privé (PPP) et la coopération internationale pour doter l'État centrafricain d'un cadre cohérent et intégrateur de gestion des infrastructures de transport et d'un plan d'action opérationnel harmonisé avec les plans régionaux de transport afin de réduire l'enclavement par le désenclavement intérieur et extérieur du pays

Je m'appuierai sur le Programme économique régional (PER) pour accélérer le désenclavement externe du pays et minimiser le coût du transport dans les gros projets d'exploitation, pour cela, il s'agira de créer et rendre opérationnelle une Cellule Nationale du PER en vue d'une meilleure coordination des actions. Ce programme permettra au nouveau Gouvernement de conduire les différentes études nécessaires pour l'aménagement des tronçons routiers devant relier la RCA à l'ensemble des pays voisins.

Je travaillerai avec les experts de la CEMAC pour mettre en conformité les textes législatifs et réglementaires sectoriels régissant les Télécommunications, la Poste et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

Je veux une diplomatie et une coopération internationale plus active pour le renforcement de la gestion stratégique des Ressources Humaines

Je renforcerai notre coopération avec l'UNESCO pour permettre au Gouvernement d'ouvrir des Centres de Formation et d'Apprentissage Ruraux en cohésions avec les objectifs à atteindre du programme politique et pour répondre aux besoins réels de formation technique et professionnelle.

Je renforcerai notre coopération avec le Bureau International du Travail (BIT) le FAO, la Banque Mondiale (BM), l'Agence Pôle Emploi (France), l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Conférence Internationale de la Prévoyance Sociale pour le renforcement des capacités des fonctionnaires et agents de l'État à travers des stages, des cours de recyclage et des partages d'expériences

Je renforcerai la coopération pour favoriser la formation d'ingénieurs et des techniciens de haut niveau dans le domaine de l'Electricité, de l'Eau et des Mines avec la Banque Mondiale, UNESCO, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), l'UE; le Bureau de Recherche Géologique et Minières (BRGM); le United States Geological Survey (USGS), le Canada, l'Australie, le Maroc et les pays amis qui ont une expertise reconnue dans ce domaine ainsi que les multinationales minières

Je renforcerai la mission de nos ambassades pour promouvoir la diaspora centrafricaine par une meilleure cartographie des expertises et des étudiants centrafricains en cours de formation.

Je veux une coopération internationale plus active pour renforcer nos projets dans les domaines Santé, des questions humanitaires et des Actions sociales

Je renforcerai les échanges et la coopération avec nos partenaires traditionnels et les organismes internationaux déjà très actifs et les pays amis pour la recherche de plus de ressources domestiques ou d'autres méthodes alternatives de financement pour le développement de la santé.

Je poursuivrai les discussions au niveau régional pour l'harmonisation des structures de gestion des risques au niveau national ainsi que de l'exécution des stratégies de gestion des catastrophes.

Je renforcerai la recherche de partenariats pour la promotion des Actions sociales et le développement communautaire

Je veux une coopération internationale plus active pour renforcer notre Économie et nos Finances

Je poursuivrai les réformes déjà entreprises notamment les réformes financières en conformité avec les Directives de la CEMAC.

Je vais promouvoir la réinsertion des jeunes par l'entrepreneuriat supporté, dans un premier temps, par des coopérations internationales type ONG.

Je ferai une large consultation de nos partenaires et de nos donateurs pour le financement de la stratégie de refondation annoncée avec la participation de la diaspora centrafricaine.

La RCA est un pays qui sort d'une crise profonde qui a détruit le tissu économique construit sur de longue année.

La mise en œuvre des réformes politiques et économique prévues dans la stratégie de refondation et de reconstruction que je souligne dans mes engagements nécessite de gros efforts de planification et de mobilisation de ressources pour le financement des actions à retenir.

Je veux relancer l'Économie

Mon objectif est de relancer l'économie et accroître le PIB par année pour atteindre 5% en 2021.

J'exécuterai de manière consciencieuse et avec une rigueur sans faille les actions prévues dans le cadre de mes présents engagements afin de mobiliser les ressources intérieures nécessaires tout en contrôlant les dépenses publiques.

Les arriérées de l'État seront épongées et un climat de confiance sera créé entre l'État et les banques commerciales de notre pays.

J'améliorerai la performance de notre pays secteur par secteur :

- **Secteur primaire** - Les activités du secteur primaire seront accrues d'environ 6% pour corriger la chute de -5,8% en 2013 liée au recul de la production vivrière en raison de l'insécurité dans les zones de production agricole et d'élevage, de la destruction des semences, du bouleversement du calendrier agricole et de la chute de l'exploitation forestière.

- **Secteur secondaire** - Le secteur secondaire connaîtra une hausse du taux de croissance par rapport à la baisse de 13,2% connue en 2013, qui est essentiellement imputable à la chute des activités extractives due aux sanctions internationales et à l'insécurité et celles des bâtiments et travaux publics, et aux difficultés d'approvisionnement en électricité dans les industries manufacturières.
- **Secteur tertiaire** - Le taux de croissance global du secteur tertiaire subira une hausse de 6% par rapport à la baisse de -5,5% en 2013 alors qu'il était en hausse de 4,7% en 2012. La remise en place des outils intermédiaires de production des services marchands et non marchands expliquera cette hausse.

Je veux renforcer la gestion des finances publiques et l'intégration régionale

Je mettrai en œuvre les réformes déjà entreprises et Poursuivre la réforme globale des réformes financières en conformité avec les Directives CEMAC. Cela aura pour résultat le renforcement des capacités de gestion des finances publiques qui constituent une faiblesse pour la prospérité de notre économie :

J'augmenterai la capacité de l'État à financer son développement sur des fonds propres en poursuivant le Programme Global de réforme financière (PGRF) avec l'appui de l'Union Européenne, de la BAD, de la Banque Mondiale et du FMI :

- Renforcement des capacités des structures en charge de la mobilisation des ressources

- publiques,
- Poursuite des réformes engagées dans le cadre des finances publiques dans son volet mobilisation des ressources,
 - Suivi renforcé de la parafiscalité et des recettes affectées,
 - Renforcement de l'exécution budgétaire et la gestion prudente de la trésorerie publique.

Je renforcerai la réforme concernant la traçabilité des deniers publics par la révision des conditions de bancarisation des recettes avec les banques commerciales et la place de la bancarisation des dépenses de l'État, à l'instar des salaires et des pensions par la prise en compte progressive des autres dépenses de l'État.

En ce qui concerne la baisse constante des recettes du Guichet Unique de Transit due à l'absence de maîtrise des activités commerciales au port autonome de Douala, notamment au niveau de la prise en charge des marchandises est l'une des contraintes majeures de la mobilisation des ressources :

Je poursuivrai la mise en œuvre des activités qui permettront d'améliorer le niveau des recettes et contribueront à l'amélioration du niveau des ressources internes. Pour cela :

Je renforcerai l'intégration économique régionale,

Je mettrai en avant les politiques et négociations commerciales bilatérales, régionales et multilatérales.

Politique financière et désenclavement

La situation d'enclavement, les contraintes et les risques auxquels sont exposés tous les investisseurs étrangers exigent à l'État centrafricain de disposer de véritables instruments et ressources humaines qualifiées pour conduire les négociations et convaincre :

J'élaborerai et Je mettrai en œuvre des politiques

commerciales et industrielles ainsi qu'un plan de développement industriel.

Je m'appuierai sur le Programme Économique Régional (PER) pour accélérer le désenclavement externe du pays et minimiser le coût du transport dans les gros projets d'exploitation des ressources naturelles qui a toujours été un facteur répulsif pour les investisseurs étrangers,

Je mettrai en place une Cellule Nationale du PER en vue d'une meilleure coordination des actions figurant sur la feuille de route du PER.

Ce programme permettra de conduire les différentes études nécessaires pour l'aménagement des tronçons routiers devant relier la RCA à l'ensemble des pays voisins.⁷

Je veux développer le Commerce et l'Industrie Artisanale

Je veux promouvoir le commerce, la création de nouvelles PME, l'artisanat rural, l'entrepreneuriat des nationaux et prévoir les mesures destinées à renforcer le financement du secteur,

Je veux promouvoir l'entrepreneuriat dans le secteur privé et informel,

Je veux développer les secteurs du Commerce, des PME, de l'artisanat rural car preuves en a été faites dans les 1970-1980 de leurs efficacités pour ce qui concerne les recettes de l'État, les revenus de la population, la réduction du chômage des jeunes et la participation professionnelle active des femmes dans ces secteurs,

Une attention particulière sera accordée à la contribution du secteur privé. En effet, la contribution du secteur privé à cet élan de reconstruction a souffert de la pesanteur des indicateurs défavorables qui placent la RCA à l'avant-dernière place sur 183 pays (rapport 2010 Doing Business Banque mondiale).

Pour cela :

Je vais garantir une politique de prix aux producteurs leur assurant une juste rémunération de leurs efforts

Je réconcilierai les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs avec les besoins de la collectivité et les impératifs des marchés mondiaux,

Cette politique aura pour conséquence de réduire l'intérêt de la fraude et des échanges incontrôlés.

Je ferai appel à tous les éléments susceptibles de contribuer à la restructuration et à la revitalisation des circuits commerciaux, c'est pourquoi ceux-ci devront rester ouvert à tout commerce privé qu'elle soit sa forme : commerce de gros, semi-gros, de détail ou commerce traditionnel,

Je prendrai en considération toutes initiatives communautaires devront également être accueillies favorablement tout en garantissant la prévention d'abus que pourraient engendrer l'apparition de monopoles, de situations de rente ou de situations d'urgence,

Je favoriserai le rétablissement des circuits commerciaux ruraux, la mise en place des marchés de gros et des centres commerciaux seront organisés dans le cadre des projets de développement agricole intégré,

Je mettrai en place un programme de promotion et d'encouragement pour la création de groupements de commerçants détaillants en province afin d'améliorer les conditions d'achats, de réduire les coûts d'acheminements et d'obtenir des crédits qui pourront ainsi recevoir une caution solidaire,

Je prendrai des mesures réglementaires en matière d'organisation des marchés - Leurs dates seront portées à la connaissance des commerçants, des transporteurs et des centres de consommation.

Promouvoir les PME

Il est inquiétant de constater l'importance des difficultés rencontrées dans la création et dans la vie des petites entreprises dirigées par les nationaux.

A ce sujet, et au vu de la part occupée par les étrangers originaires d'Afrique dans le commerce, le transport et l'exploitation diamantifère dans notre pays, les experts de l'OIT ont conclu que les Africains des pays voisins sont plus entreprenants que les Centrafricains.

Cela n'explique rien. Peut-être devons-nous plutôt croire que le fait d'être loin de sa famille élargie constitue pour l'Africain une libération des liens et des contraintes qui ont l'effet que l'on sait sur la capacité d'épargne.

Quoiqu'il en soit, le problème de la formation du capital doit trouver une solution rapide si nous voulons encourager la création de petites entreprises génératrices d'emploi et adaptées aux conditions du marché centrafricains.

J'instituerai une centrale des marchés de l'État. La difficulté à ce niveau étant, d'une part, de garantir une libre concurrence entre entrepreneurs centrafricains et, d'autre part, la qualité souvent médiocre du travail réalisé. Une étude de faisabilité sera faite afin d'apprécier les effets de la mise en œuvre de cette mesure sur l'économie avant sa réalisation,

J'établirai un fonds de participation dans les PME. La prise de participation se réalisera par apport en nature au capital de l'entreprise, des outils et autres équipements directement productifs et indispensables à son bon fonctionnement. Lorsque l'entreprise sera bien lancée et suffisamment consolidée, la participation pourra être rachetée par les autres partenaires. Ainsi le fonds de participation pourra être réutilisé à nouveau,

Je Constituerai des fonds de garantie sans lesquels la participation des banques primaires n'aura pas lieu de façon spontanée,

Je m'assurerai que la structure en charge de promotion des PME joue son rôle d'encadrement et d'assistance dans la structure, l'organisation, la gestion ainsi que dans les résultats,

Je constituerai des centrales d'achat permettant une simplification de la procédure d'approvisionnement et de la gestion de matières premières, diminuant par la même occasion les besoins en fonds de roulement,

J'étofferai l'arsenal réglementaire en concevant des textes mieux adaptés afin d'encourager les maisons de commerce à s'approvisionner en produits locaux et donc diminuer notre dépendance sur les importations et favoriser le plein emploi,

Je mettrai tout en œuvre pour défendre les intérêts des nationaux face à une concurrence tous comptes faits déloyale, non pas par un protectionnisme contre-productif, mais en les dotant de moyens financiers adéquats, en mettant à leur disposition une meilleure information sur le marché. Le transport routier est un bon exemple de défaillance où la plupart des frets destinée à la République centrafricaine en provenance de Douala avait sont acheminé par des transporteurs Camerounais et Tchadiens.

Émanciper l'Artisanat rural

Il y a d'importants domaines vierges en amont et en aval de l'agriculture, dans le bâtiment (fabrication de briques, de parpaings cuits, fosses d'aisance, puits, réparations diverse), dans la petite mécanique, le cuir etc... pour lesquels des initiatives locales sont réalisées dans le cadre et avec l'appui du développement communautaire, de l'animation rurale, des GIR et autres niveaux d'éducation et de formation et qui permettraient de susciter de nouvelles vocations.

Les comités villageois sont essentiels pour ces initiatives qui doivent être encouragées.

Je diffuserai les technologies élémentaires

appropriées,

Je mettrai en place un mécanisme permettant (1) la génération d'idées innovantes à expérimenter et (2) leurs passage en réel produit de production. Ce mécanisme tiendra compte des coutumes, tâche d'éducation autant que de formation.

L'outillage élémentaire approprié et quelques matières d'œuvres seront mis à la disposition des intéressés pour leur permettre de démarrer et de travailler avec continuité.

Développer l'entrepreneuriat des nationaux

Je vais promouvoir les petites affaires artisanales créées par tout centrafricain, sous-scolarisé ou non, de façon à les développer en entreprise moderne pour favoriser la création d'emploi.

Je vais promouvoir la réinsertion des jeunes par l'entrepreneuriat en impliquant la plus grande organisation non gouvernementale dédiée à l'éducation des jeunes, fondée en 1919 et présente dans 123 pays dont 17 pays se situent dans la région sub-saharienne - Junior Achievement Worldwide (JAWW).

Renforcer le financement du secteur

La situation des banques de notre pays n'étant pas prospère, la création de nouveaux organismes de financement s'avère indispensable pour permettre la mobilisation des ressources pour la réalisation des projets prévus dans le cadre du commerce, des PME, de l'artisanat etc. L'analyse des causes de la fragilité du système bancaire amène tout naturellement à envisager le renforcement et l'extension du réseau bancaire existant. Mais la nature, l'importance et la spécificité des besoins de financement de l'économie centrafricaine conduisent à proposer l'institution de nouvelles formes de financement.

Je mettrai en place des mécanismes de financement originaux et spécialement adaptés à la situation de la République Centrafricaine

Je créerai un Fonds qui aura pour vocation :

- La prise en charge des opérations financières en faveur des offices et établissements publics, Sociétés d'État et d'économie Mixte, telles que souscription de capital, augmentation de capital, reconstitution de Fonds propres,
- Des accords de prêts ou bonifications d'intérêts aux entreprises du secteur d'État ou du secteur privé lorsqu'elles effectuent les investissements considérés comme prioritaires ou lorsqu'elles connaissent des difficultés mettant gravement en danger l'emploi et le développement de l'économie,
- La subvention des opérations de développement, notamment dans le domaine de la production agricole et de l'infrastructure.

L'objectif étant :

- Fournir une structure d'accueil originale pour les aides et capitaux extérieurs qui supporteront les nouveaux projets de développement,
- Doter l'État d'un moyen d'action sur la conjoncture et le développement.

Le Fonds respectera les règles de fonctionnement qui tout en dérogeant parfois au droit commun de la législation financière afin de permettre à l'administration de répondre aux impératifs majeurs du développement. Ils assureront aux bailleurs de Fonds les garanties d'emploi qu'ils sont en droit d'exiger.

Le Comité de gestion du Fonds rassemblera notamment des hauts fonctionnaires des Ministères du Plan et des Finances et, à titre consultatif, ceux des activités intéressées, tant du secteur privé que du secteur public.

Je doterai l'État d'un moyen d'orientation de l'économie et de promotion du développement irremplaçable. Celui-ci ne sera pas toutefois, en

mesure de répondre à l'ensemble des besoins de financement du pays.

Je mettrai en place un groupe de réflexion afin d'évaluerai à les possibilités suivantes dans le moyen terme :

- Création d'une nouvelle Banque de développement,
- Organisation d'un système de crédits au monde rural - Petits agriculteurs, petits artisans et collectivité rurales.

En effet, compte tenu des échecs antérieurs en matière de Banque de Développement et des difficultés d'octroi de crédits à un monde rural trop dispersé et inorganisé, il est prématuré d'évoquer ces questions dans l'immédiat.

Je veux mobiliser les ressources et promouvoir la Diaspora

L'appui technique et financier des partenaires de la RCA est crucial pour permettre de lever les divers obstacles qui freinent l'augmentation des recettes fiscales, notamment la difficulté à élargir la base imposable dans un contexte de non fiscalisation d'une bonne partie de l'économie (agriculture, secteur informel), l'évasion et la fraude fiscales, les exonérations fiscales et douanières, l'efficacité réduite des régies financières. La suspension de la coopération avec les principaux partenaires avant 2003 a réduit considérablement les concours financiers extérieurs.

Aujourd'hui, une aide extérieure conséquente, fortement concessionnelle et rapidement mobilisable conditionne la réalisation des objectifs de refondation et de reconstruction en RCA.

Je mettrai en place des mesures fortes pour encourager l'apport financier extérieur. Ces mesures porteront sur :

- Le renforcement du dispositif de coordination efficace de l'aide pour une plus grande cohérence des programmes et un meilleur suivi de leur mise en œuvre sur le terrain,
- La définition et la mise en œuvre d'une stratégie élargie de mobilisation de ressources,
- L'amélioration de la fiabilité du système de gestion des finances publiques.

Je mettrai en place une stratégie de communication forte impliquant la Diaspora et destinée à nos partenaire et.

Je vais Mettre en place un mécanisme de Mise en œuvre et de Suivi et Évaluation des politiques publiques

Mécanisme de mise en œuvre

Un Premier Ministre sera nommé sur des critères de compétence et d'intégrité et se chargera de la mise en place d'un Gouvernement. Vu l'état de notre économie et de nos finances, ce serait un Gouvernement restreint de 21 Départements ministériels qui sera mis en place. Chaque Ministère nommera un Directeur de cabinet et au plus 2 Directeurs Généraux et leurs collaborateurs centraux et régionaux. Les Ministères disposeront d'au plus deux (2) Chargés de mission et de deux (2) Inspecteurs. Le Gouvernement prendra des dispositions pour renforcer les capacités des administrations en matière de mise en œuvre et de suivi-évaluation des programmes et projets de développement socioéconomique.

Tous les chantiers que je me suis engagé à réaliser seront transformés en programmes sectoriels et multisectoriels et seront perçus comme les principaux instruments de mise en œuvre de la politique publique. Ces programmes seront décrits de manière détaillée pour les différents secteurs considérés, les objectifs à atteindre, la nature des activités à mettre en œuvre, les zones d'intervention, le calendrier d'exécution des activités et les résultats attendus. Ils constituent un cadre suffisamment souple pour permettre une meilleure coordination des activités des différents acteurs qui auront la possibilité d'apporter leur contribution dans les domaines

où ils ont des avantages comparatifs.

Le Gouvernement mettra en place au moment opportun d'autres organes chargés de contribuer au suivi de la mise en œuvre du programme et du suivi des conditions de vie de la population bénéficiaire. Le Gouvernement veillera à la création d'une banque de données pour le suivi des opérations de la politique publique.

Mécanisme de Suivi-Évaluation

Je mettrai en place un système de suivi et d'évaluation efficace avec une autorité de transparence :

- Suivi des conditions de vie des ménages.
- Le système de suivi ici vise à organiser et superviser les activités de suivi des conditions de vie des ménages et de la situation économique et sociale. Il fournit de manière systématique les indicateurs sur les conditions de vie des ménages et/ou les données de base pour chacun des domaines prioritaires identifiés. A cet effet, il centralise les indicateurs sur :
 - L'évolution de la pauvreté,
 - La croissance et le cadre macroéconomique,
 - Le développement des infrastructures,
 - Le secteur social,
 - La gouvernance.
- Évaluation d'impact des politiques et programmes.
- Le système a pour mission d'apprécier les effets des politiques et des actions sur les populations d'une part, et sur les objectifs de développement (croissance, pauvreté et développement social) d'autre part ; et

les activités sectorielles et la révision des programmes, des stratégies sectorielles et celle de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP).

- Autorité de la transparence et de lutte contre la corruption

Je vais créer une Autorité de la transparence des recettes publiques en faisant l'obligation de publicité des bilans des fonds publics et des entreprises publiques. Elle sera aussi chargée de l'assainissement du secteur public.

État des lieux général de la République Centrafricaine (RCA)

Pendant longtemps, ce vaste pays ancré, au cœur du continent Africain, était considéré comme un havre de paix au sein d'une zone de conflits qui affectaient les pays voisins, un pays charnière entre l'Islam au Nord et le Christianisme au Sud, où la cohésion entre les communautés ne souffrait d'aucun complexe, d'où son appellation autrefois de « SUISSE Africaine »

Mais depuis quelques années, des crises à répétition vont secouer le pays, qu'il s'agisse des coups d'états, des grèves prolongées, des mutineries, des rebellions dont la dernière celle de la SELEKA sera la plus dramatique, la plus brutale, la plus meurtrière et la plus destructrice. Les bases de la société seront ainsi fortement ébranlées, entraînant la perte de confiance entre les Centrafricains et leurs dirigeants, entre les différentes communautés tribales et religieuses, entre les Centrafricains.

La RCA est un vaste pays d'une superficie de 623.000 km², enclavé et faiblement peuplé comptant 4,7 millions d'habitants, situé au centre d'une région instable sur le plan de la sécurité car marquée par la persistance des conflits au Darfour, en République Démocratique du Congo, les exactions de la LRA et les menaces du groupe Boko Haram au Nigeria et au Cameroun.

Elle est dotée d'un potentiel naturel très important (faune et flore riches, pluviométrie abondante, réseau hydrographique dense, ressources minières immenses, etc.), mais

demeure paradoxalement l'un des pays les plus pauvres au monde.

Elle fait partie de grands ensembles sous régionaux à savoir la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), la communauté des États Sahelo-Sahariens (CEN-SAD), la Conférence Internationales sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). De par sa situation géographique, elle devait jouer un rôle majeur dans le développement des échanges sous régionaux et régionaux. Mais les crises politico-militaires récurrentes depuis plus de deux décennies, l'empêchent de valoriser cette opportunité.

Le rapport mondial sur le développement humain publié par le PNUD en 2011 classe la RCA au 179ème rang sur 187 pays du point de vue de l'Indice du Développement Humain (IDH). En 2012, elle est classée 48ème sur 52 pays du point de l'indice de la gouvernance en Afrique et, 185ème sur 185 pays au classement du Doing business établi par la Banque Mondiale.

Sur le plan politique, l'organisation des élections générales en 2011 a été entachée d'irrégularités, selon les observateurs internationaux et les résultats ont été contestés par l'opposition démocratique qui a exigé leur annulation. Un Front pour l'Annulation et la Reprise des Elections (FARE) avait été créé dans cette perspective. L'absence d'un dialogue politique sincère a caractérisé le contexte politique. Cette situation a entretenu un climat de crise politique persistante malgré les efforts de la communauté internationale à trouver un accord entre les acteurs politiques.

Sur le plan sécuritaire, il convient de rappeler que plusieurs efforts ont été entrepris tant sur le plan régional qu'international à travers les différentes initiatives pour mettre un terme aux différentes crises qui ont secoué le pays. La dernière initiative, avant la crise actuelle, est la signature par le Gouvernement et les groupes politico-militaires d'un Accord de Paix Global à Libreville en 2008, suivie du Dialogue Politique Inclusif (DPI). Au cours de l'année 2009, un programme national de Démobilisation, Désarmement et Réintégration (DDR) fut décidé afin de permettre à la RCA de s'engager sur la voie de la pérennisation des acquis de la paix.

En 2012, bien que la fraction rebelle de la CPJP ait intégré cet Accord de Paix Global, toutes les fractions rebelles ne s'étaient pas encore engagées dans cette voie. Les violations de certaines dispositions des différents Accords de paix, les retards pris dans la mise en œuvre de certains engagements issus des Accords de Paix Global, l'absence de dialogue politique sincère et le climat de méfiance qui prévalait avec les groupes rebelles, la corruption généralisée et la mauvaise répartition des projets de développement sur l'étendue du territoire par l'absence de mise en œuvre de la décentralisation ont provoqué des tensions entre les acteurs et ont largement contribué à la crise qui a débouché sur le changement politique actuel. La destruction des poudrières, couplée à l'approvisionnement des armes de tout calibre auprès des anciens militaires Libyen, des djandjawides au Darfour ont occasionnés leur dissémination sur toute l'étendue du territoire.

Sur le plan économique et social, après la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP1) 2008-2010 qui a permis des avancées notables dans la stabilisation du cadre macroéconomique et des progrès dans la gestion des finances publiques, le DSRP2 2011-2015 devait permettre de consolider les acquis dans la perspective des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Mais la crise politique postélectorale et les difficultés de mobilisation des ressources nécessaires, n'ont pas permis de préparer et tenir la réunion des donateurs prévue pour le premier trimestre de l'année 2012 et mettre en œuvre le DSRP2 avant la fin 2012. Toutefois, le Gouvernement avait conclu un accord avec le FMI en juin 2012 dans

le cadre d'un programme appuyé par la Facilité de Crédit Elargi (FEC) qui donnait un signal favorable aux partenaires au développement de la RCA. Les performances macroéconomiques en 2012 étaient bonnes avec un taux de croissance du PIB estimé à 4% contre 3,3% en 2011. Le rapport national publié en 2010 sur les progrès vers l'atteinte des OMD, indiquait que si les efforts sont maintenus, la RCA pourrait atteindre les objectifs dans deux domaines, l'accès à l'eau potable et la scolarisation des filles.

Malheureusement, les exactions qui ont suivi le changement politique ont mis à mal le tissu économique et social. Cette situation a affecté les relations avec les institutions internationales présentes dans le pays. A ce jour, la RCA se retrouve ainsi abandonnée et privée des appuis nécessaires à son développement. La destruction des outils de production tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays, occasionnée par cette crise a totalement réduit les capacités de production avec des conséquences notamment sur l'emploi et la croissance économique.

Selon les résultats de l'ECASEB réalisée en 2008, environ deux personnes sur trois (62%) vivent en dessous du seuil de pauvreté. En l'absence d'enquêtes récentes permettant l'évaluation de la pauvreté monétaire et tenant compte des récents événements intervenus dans le pays, cette proportion pourrait passer à plus de 70%. L'analyse de la pauvreté selon le milieu de résidence révèle que près de la moitié des personnes pauvres vivent en milieu urbain et qu'en milieu rural près de 7 personnes sur 10 sont pauvres, ce qui représente 70% de la population. Sur le plan géographique, la pauvreté affecte plus les régions des cultures de rente (coton dans le centre et le nord et café dans le sud-est). Compte tenu de la proportion des femmes dans la population et dans le secteur d'activité agricole où elles sont les plus nombreuses, elles constituent la majorité des pauvres en RCA.

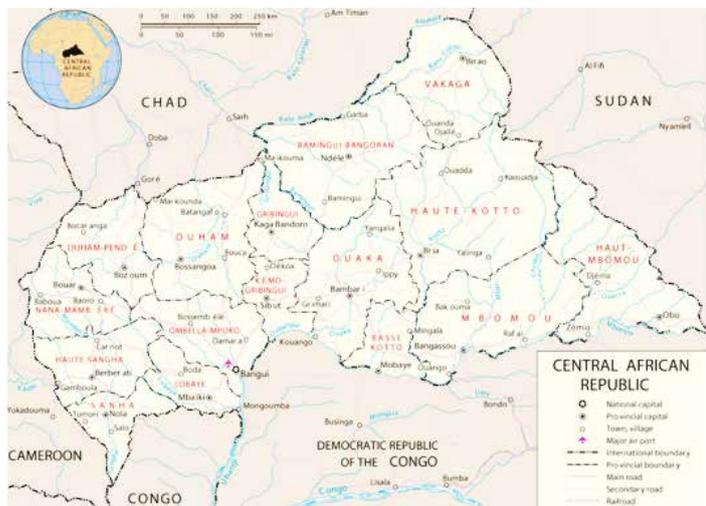
Sur le plan sanitaire, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 45,1 ans selon le dernier recensement de 2003. Elle est en dessous de la moyenne africaine. Les conditions d'existence sont difficiles. En effet, l'accès à l'eau potable est en régression ; la proportion de ménages utilisant une source d'eau améliorée est passée

de 64% en 2008 à 58,4% en 2011. L'utilisation des toilettes améliorées est de 28,6% ; elle reste un phénomène urbain et un luxe en milieu rural car elle est évaluée à environ 13,2% des ménages. La prévalence du VIH/SIDA chez les adultes (femmes de 15-49 ans et hommes de 15-59 ans) est tombée à 4,9% de séropositifs en 2010 suivant les résultats de l'enquête à indicateurs multiples MICS4 mais reste l'une des plus élevées en zone CEMAC malgré les efforts réalisés. Elle est deux fois plus élevée chez les femmes de 15 à 49 ans avec 6,3% que chez les hommes de 15-59 ans avec 3%.

Les autres situations nationales sont aussi marquées par d'autres événements aux effets contrastés dans la plupart des cas. Ainsi, La proportion des enfants souffrant d'une insuffisance pondérale a fléchi de 5 points entre 2008 (28,3%) et 2010 (23,5%).

Le taux d'activité a légèrement baissé passant de 63,3% en 2008 à 61,4 en 2010. Le chômage affecte près d'un actif sur quatre (24,2%) et affecte 25,7% de personnes en milieu urbain et 23,4% en milieu rural.

Le taux net de scolarisation dans le primaire a connu une évolution positive, passant de 63,3% en 2008 à 68% en 2011. Le ratio fille/garçon dans le primaire s'est sensiblement amélioré passant de 72% en 2008 à 87% en 2011. Le taux d'alphabétisation a connu une phase ascendante (39%) après une baisse régulière durant plus d'une décennie. Le taux d'analphabétisme est plus élevé chez les femmes (68%) que chez les hommes (46,2%). La proportion des femmes non instruites reste particulièrement élevée (80%) en milieu rural.



État des lieux spécifique de la RCA

Les causes des différentes crises - La RCA a connu, au cours de son histoire, une série de coups d'État qui ont conduit à des changements brutaux de régime politique. Les crises à caractère militaro-politique devenues récurrentes depuis les deux dernières décennies ont créé une instabilité quasi-permanente, entraînant une déliquescence des institutions de l'État. Après le changement politique intervenu en 2003, plusieurs mouvements politico-militaires ont été créés jusqu'à la mise en place de la coalition Séléka en décembre 2012. Et aujourd'hui, en dehors de la LRA d'origine ougandaise qui sévit dans le sud-est de la RCA, un groupe politico-militaire (le FDPC) basé au nord-ouest du pays, n'a pas encore renoncé à la lutte armée. Ces différentes crises ont été provoquées par une mauvaise gouvernance politique, économique et sociale.

Causes endogènes

Au niveau politique, elle se caractérise par l'absence d'un véritable dialogue politique, l'arrivée d'aventuriers et de novices en politique sans préparation, le non-respect des engagements pris dans la gestion des affaires publiques comme dans le cadre du Dialogue Politique Inclusif en décembre 2008.

L'entrave à l'alternance politique par un refus délibéré d'organiser des élections transparentes et crédibles ; le non-respect des droits de l'homme et la culture de l'impunité ; l'incapacité de l'État à assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire et particulièrement aux frontières avec les États limitrophes en situation de conflit interne, comme le Darfour utilisant une partie du nord de la RCA comme base arrière ; et, la porosité des frontières du pays favorisant le trafic des armes de guerre et les agissements (razzias) des groupes paramilitaires étrangers comme la LRA, ont été les éléments déclencheurs de la crise.

Au niveau économique, la mauvaise gouvernance est marquée par une pauvreté alarmante aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, du fait

de la paupérisation des ménages sous l'effet des crises liées à l'insécurité alimentaire, à la baisse des cours des produits d'exportation et aux difficultés d'approvisionnement en produits de premières nécessités.

La dégradation des infrastructures de base pour le soutien à l'économie (routes, ponts, transports, énergies et télécommunications) rendant difficiles les échanges économiques internes et externes ; la baisse de la productivité dans les secteurs, la mauvaise application des textes, la corruption dans les administrations sur les investisseurs nationaux et étrangers, altérant le climat des affaires et poussant les opérateurs économiques à se désengager de leurs activités ; la mauvaise gestion dans l'exploitation et la commercialisation des ressources naturelles (or, diamants, bois,) ont largement contribué à intensifier les tensions.

Au niveau social, elle consiste en la pratique du népotisme dans la désignation aux postes de responsabilité et l'absence de toute culture du mérite, la paresse, entraînant l'inefficacité de l'administration à répondre aux besoins des populations ; le développement de la méfiance des populations, entraînant un manque de cohésion sociale ; le développement de l'exclusion marqué par l'inégale répartition des projets de développement dans les régions, défavorisant davantage celles les plus éloignées.

Causes exogènes

La proximité du Darfour, la guerre de la Libye, le long conflit du Soudan qui a abouti à l'Indépendance du Soudan du Sud et le conflit en République Démocratique du Congo, les agissements de la LRA ont provoqué un flux important d'armes de guerre de tout calibre, alimentant davantage l'instabilité entretenue ces dernières années. Les conflits chez ses voisins ont également engendré des flots de réfugiés en RCA, laquelle abrite quelque 11000 réfugiés reconnus, provenant du Soudan, du Tchad et de la RDC.

La porosité des frontières de la RCA avec les pays voisins du Nord a laissé libre cours aux circulations

des bandits et braconniers lourdement armés. La communauté internationale étant concentrée sur la situation au Darfour et au Mali, le conflit en RCA a été largement ignoré à ses débuts et ce malgré l'ampleur des exactions commises par la SELEKA.

L'absence d'une véritable politique extérieure et de surveillance extérieure du territoire est l'une des principales raisons du manque d'anticipation par la RCA des différents conflits et des dispositions sécuritaires à prendre sur ses frontières.

Il apparait clairement que ces causes, si elles ne sont pas efficacement traitées et enrayerées, continueront d'entretenir chez certains groupes de populations des sentiments d'insécurité, de frustration, d'exclusion et d'impuissance susceptibles de générer les mêmes crises.

Les impacts de la crise actuelle

Les évaluations menées par les acteurs humanitaires montrent que les principaux besoins concernent la sécurité, la protection civile, la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène. En plus de ces besoins d'ordre humanitaire, on relève la destruction ainsi que le pillage non seulement des populations mais aussi des administrations, des institutions et ONG, des entreprises, des propriétés privées et des ressources naturelles. C'est ainsi que les ONG et les Institutions internationales, après évaluation du niveau de la sécurité, ont dû suspendre provisoirement leurs activités et par conséquent la mise en œuvre des programmes et projets de développement. L'insécurité et l'absence de contrôle dans les zones minières ont entraîné la suspension de la RCA du processus de Kimberley.

Dans le cadre du processus de réhabilitation et de relèvement, l'accent doit être mis sur les situations politique, sécuritaire, humanitaire, la justice et l'environnement des affaires, l'économie et les finances, la coopération et le partenariat au développement

Impact sur la situation politique

À la suite du changement politique, la Constitution du 24 mars 2004 a été dissoute entraînant de fait la dissolution de l'Assemblée Nationale et la disparition de la Cour Constitutionnelle. Le Conseil National de Transition (CNT) qui a été mis en place a procédé à l'élection du Président de transition. Le quatrième Sommet Extraordinaire des Chefs d'État de la CEEAC qui s'est tenu à Ndjamena le 18 avril 2013 a légitimé le choix du Chef d'État de transition et reconduit le Premier Ministre du Gouvernement d'Union Nationale de Transition. Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de la transition, un Code Electoral et une Charte constitutionnelle de la transition ont été adoptés promulgués le 18 juillet 2013. Une Cour Constitutionnelle de Transition a été mise en place.

Impact sur la situation sécuritaire

Depuis le changement politique intervenu le 24 mars 2013, la situation sécuritaire dans le pays reste très préoccupante. Les exactions et les pillages des ex-combattants ont touché toutes les Préfectures du pays et les huit (08) arrondissements de la ville de Bangui. Les pillages des administrations, des institutions internationales, des propriétés privées, les viols et les assassinats extrajudiciaires par des éléments incontrôlés de la Séléka et des milices Anti-balaka ajoutés à l'absence des éléments des forces de défense et de sécurité sur le terrain, n'ont pas facilité la restauration rapide de la sécurité. Les organisations et institutions ainsi que les ONGs internationales, après évaluation du niveau de la sécurité, ont suspendu leurs activités avec comme principale conséquence, la suspension de la mise en œuvre des projets et programmes de développement.

En dépit des progrès enregistrés par la mise en œuvre des premières mesures urgentes de sécurisation prises par les forces internationales (désarmement, cantonnement des ex-combattants de la Séléka), la problématique de la sécurité n'est pas totalement résolue. Si les traits caractéristiques de l'insécurité quotidienne ont été réduits notamment, la disparition quasi-totale des coups de feu sporadiques, la baisse de la circulation des éléments de la Séléka à bord

des véhicules tatoués et équipés d'armes lourdes ainsi que la baisse de l'influence visible de ces éléments sur la population, les principales villes connaissent cependant une recrudescence de vols et braquages à main armées et d'assassinats.

Cette nouvelle situation est directement liée à la dissémination des armes. En effet, l'on estime à près de 10 000 armes de guerre tout calibre confondu en circulation à travers le pays ; cela constitue une menace réelle pour la libre circulation des personnes et des biens.

À cela, s'ajoute une autre préoccupation liée à la maîtrise de l'effectif réel des éléments de la coalition Séléka. En effet, avant d'entrer dans Bangui, la Séléka comptait 5 000 éléments ; au fur et à mesure de sa progression, l'effectif du mouvement a augmenté de manière considérable passant de 5 000 à plus de 20 000 hommes avec l'enrôlement d'éléments incontrôlés.

L'occupation et l'administration de l'ensemble du territoire national par les ex-combattants de la Séléka a provoqué la désorganisation des forces de défense et de sécurité (police, gendarmerie, FACA, eaux et forêts, douane). On note également un climat de méfiance entre les anciens belligérants qui ne favorise pas la normalisation de la situation.

Impact sur la situation humanitaire

La situation humanitaire reste préoccupante. Des visites ont été effectuées par le HCR et certaines ONG afin d'évaluer la situation générale des personnes affectées par l'insécurité.

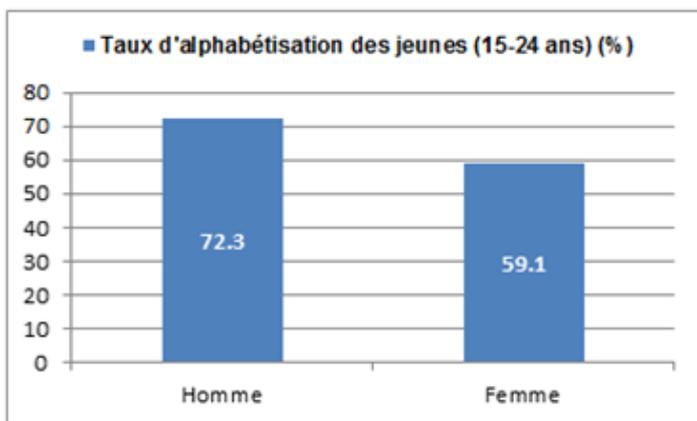
Le déplacement des populations

Depuis décembre 2012, le HCR a dénombré près de 220.000 réfugiés centrafricains dans les pays voisins qui sont la République Démocratique du Congo, le Tchad, le Cameroun

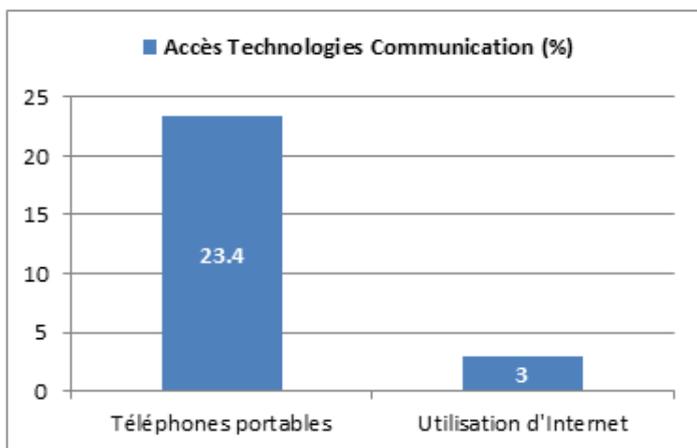
et la République du Congo. Les populations déplacées à l'intérieur du pays ont été estimées à près de 1,5 millions.

La conséquence immédiate est la recrudescence de la famine, de la malnutrition et la propagation des maladies au sein de la population et particulièrement des groupes vulnérables

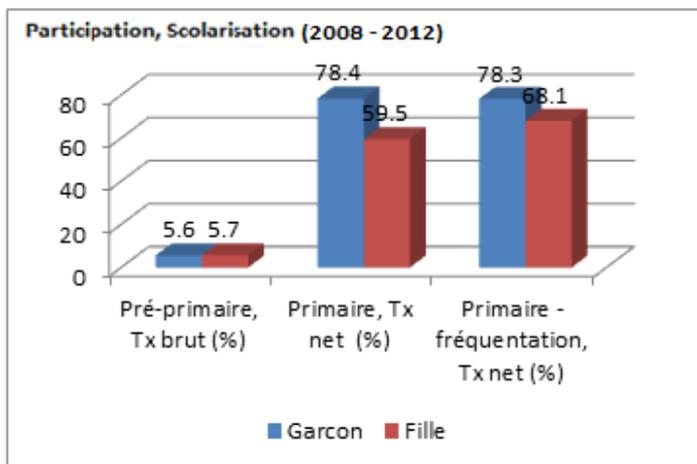
La dégradation de la situation éducative



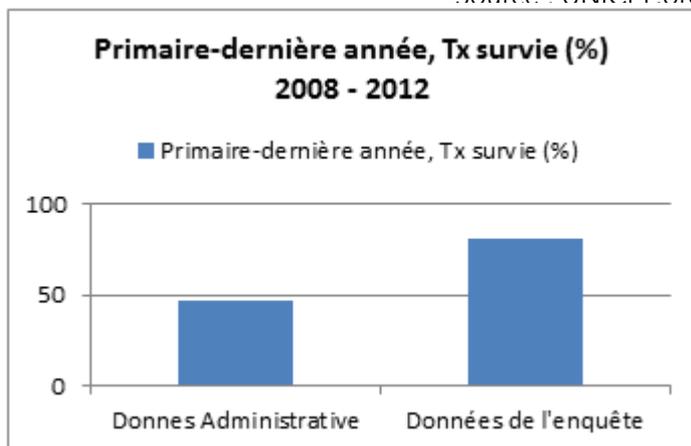
Source ; UNICEF.org



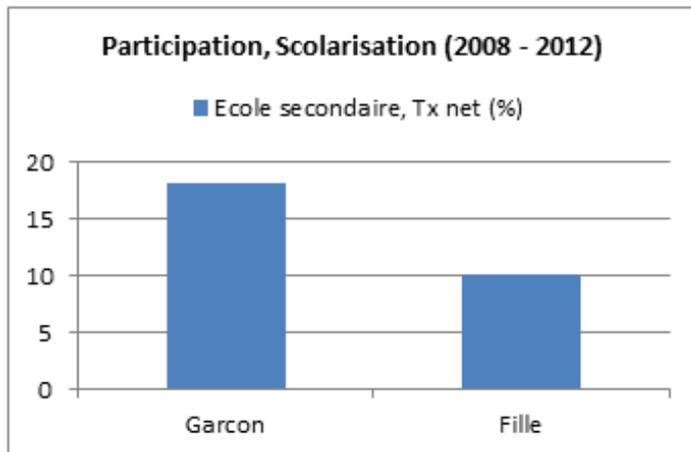
Source ; UNICEF.org



Source : UNICEF.org



Source ; UNICEF.org



Source ; UNICEF.org

La détérioration de la situation sanitaire

La plupart des formations sanitaires tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays ont cessé de fonctionner ; sur environ 700 formations sanitaires que compte le pays, 300 seulement sont en mesure de fonctionner. Plus de 50% des formations sanitaires présentait des ruptures de médicaments essentiels

Les menaces sur la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable

Selon le PAM près de 32% des centrafricains vivent dans l'insécurité alimentaire. La proportion de la population centrafricaine utilisant une source d'eau potable ne représente que 54% de la population totale avant la crise de

Situation des finances publiques

La récente crise a aggravé la situation des finances publiques marquée par les faiblesses de capacités administratives et techniques des structures en charge de la mobilisation des ressources publiques et les fondamentaux de l'économie centrafricaine qui ne favorisent pas une taxation adéquate. Ce secteur fait désormais face aux problèmes suivants :

- Intrusion des éléments non habilités dans la perception des recettes publiques,
- Incivisme et la délinquance fiscale,

Accentuation de l'étrécissement de la base imposable exacerbée par :

- Les récentes crises politiques
- Détournement des marchandises
- Confiscation des recettes
- Situation des recettes et des dépenses publiques

Tableau 3. Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2006	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total recettes et dons	23.1	13.3	16.4	8.4	18.8	15.5	14.7
Recettes fiscales	7.9	8.4	9.9	5.2	5.1	5.0	5.0
Dons	13.5	2.5	4.9	2.7	13.2	10.0	9.3
Total dépenses et prêts nets (a)	14.0	15.7	16.4	14.7	22.0	19.2	18.4
Dépenses courantes	9.1	11.7	10.2	13.1	17.3	17.3	17.3
Sans intérêts	8.2	11.1	9.5	12.4	15.6	16.5	16.8
Salaires	4.9	4.4	4.6	7.1	6.9	7.1	7.4
Intérêts	0.9	0.7	0.7	0.6	1.7	0.8	0.5
Dépenses d'investissement	4.9	4.0	6.2	1.7	1.8	1.9	2.1
Solde primaire	9.9	-1.7	0.7	-5.7	-1.5	-2.9	-3.2
Solde globale	9.0	-2.4	0.0	-6.3	-3.2	-3.8	-3.7

Source : Données administratives nationales

Secteur privé et emploi

Les secteurs à fort potentiel de croissance ont été directement ou indirectement touchés avec une réduction des activités de l'ordre de 35 à 40%, notamment les mines, les forêts, l'agriculture, les télécommunications et le développement rural. Le manque à gagner est énorme pour l'État en termes de recettes fiscales, pour les ménages et de nombreux centrafricains en termes de pertes d'emplois avec un risque élevé de perte durable de bien-être. Pour l'essentiel, le diagnostic fait ressortir que :

Secteur bancaire

Le système bancaire centrafricain n'a pas été épargné par la crise militaro-politique. Les établissements de crédit et de micro finance ont vu une bonne partie de leurs équipements pillés, surtout dans l'arrière-pays. De plus, l'analyse des performances au 31 mars 2013 montre que le total agrégé des bilans du système bancaire a régressé de 3,8 % entre février et mars, s'établissant à 159 milliards, en relation essentiellement avec la baisse des dépôts collectés qui a engendré un assèchement de la liquidité bancaire. En outre, dans le cadre des opérations avec la clientèle, les banques de la place ont enregistré un déficit en termes de flux 26 milliards, alors que ce déficit était de 18 milliards en février 2013 et de 14 milliards en mars 2012.

Au niveau de la réglementation prudentielle, la norme relative à la liquidité constitue celle à l'égard de laquelle on observe le plus grand nombre de banques en infraction.

Secteur monétaire

A fin mars 2013, la situation monétaire de la RCA a été caractérisée par un effondrement des avoirs extérieurs nets, en s'établissant à -7,8 milliards. En revanche, grâce à la progression des crédits à l'économie et des créances nettes sur l'État, respectivement de 6,8 % et 12,5 %, la

masse monétaire a augmenté de 3,3 % durant la période sous revue.

Sur la base de cette tendance, les prévisions révisées de l'année 2013 se présentent comme suit : i) la masse monétaire s'établirait à 213,4 milliards contre 209,6 milliards en 2012, ii) les crédits à l'économie se stabiliseraient à 137,5 milliards, iii) les créances nettes sur l'État passeraient de 116,5 milliards en 2012 à 124,5 milliards et, iv) les avoirs extérieurs nets demeureraient négatifs à -2,6 milliards.

La dégradation des ressources naturelles et de la faune

Les ressources naturelles notamment dans les zones d'exploitation minière et forestière sont fortement touchées et n'ont pas échappé aux actes de pillages. La cessation des activités des brigades minières sur tout le territoire a favorisé une exploitation artisanale anarchique, une intensification de la fraude transfrontalière qui s'ajoute aux autres causes de la suspension de la RCA du processus de Kimberley et de l'ITIE.

L'inexistence des brigades forestières sur le terrain a donné lieu à un abattage clandestin et massif des arbres qui risque d'entraîner la disparition rapide de certaines essences et la dégradation de la biodiversité.

Le pays est désormais vulnérable au changement climatique, aux impacts et dans l'incapacité de mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques.

Par ailleurs la RCA a développé un Programme REDD+ intégré dans la région forestière du sud-ouest, la politique de gestion des aires protégées à travers l'écotourisme, le tourisme de vision mais et surtout à travers les zones cynégétiques villageoises (ZCV).

Les fonds générés par les taxes et redevances sont, en dehors de la part qui va au trésor public et dans les caisses des Communes, gérés de manière autonome par des structures villageoises qui affectent une partie de ces

recettes à l'aménagement et à la gestion de la Zone et une autre partie à des initiatives et à des services communautaires identifiés par les villageois. La mise en œuvre de ces zones cynégétiques villageoises est aujourd'hui compromise.

Situation du secteur extérieur

Dans l'hypothèse d'un mauvais comportement des filières d'exportation suite à la crise aigüe que le pays traverse, le secteur extérieur était caractérisé en 2013 par :

- la baisse du volume et de la valeur des produits exportés, en dépit d'une évolution favorable des termes de l'échange ;
- le tassement des importations des biens et services ;
- la chute des Investissements Directs Etrangers (IDE), en liaison avec l'environnement du pays et la suspension provisoire de gros travaux de recherche minière et pétrolière par les sociétés PTI- IAS et AURAFRIQUE/AXIM.

Tableau 4. Comptes courants(en pourcentage du PIB)

	2006	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Balance commerciale	-3.1	-5.7	-6.2	-7.3	-9.1	-7.3	-6.1
Exportations de biens	10.8	9.6	8.8	7.0	4.0	4.8	5.7
Importations de biens	13.9	15.3	15.0	14.2	13.1	12.1	11.9
Services	-4.7	-5.3	-5.2	-3.2	-0.8	-5.9	-4.9
Revenus des facteurs	-0.8	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4
Transferts courants	5.5	3.0	6.3	7.1	11.3	4.6	4.3
	-3.0	-7.6	-4.6	-3.0	-5.2	-8.2	-6.4

Source : Données administratives nationales

Ainsi, le solde déficitaire du compte courant va se détériorer pour atteindre 6,2% du PIB (au lieu de 5,9 % du PIB en prévisions initiales), contre 3,7 % du PIB en 2012, en liaison avec la forte

baisse de 47 % des exportations, accompagnée d'un recul de 21 % des importations.

Au niveau du compte de capital et des opérations financières, les appuis-projets et les investissements directs étrangers baisseront respectivement de 40 % et 39 %.

En définitive, le déficit du solde global de la balance des paiements va s'accroître pour s'établir à 16,8 milliards (au lieu de 2,1 milliards en prévisions initiales), contre 10,6 milliards en 2012.

Dans l'hypothèse d'une légère reconstitution des réserves officielles de 4,7 milliards, le besoin de financement global du pays se chiffrait en 2013 à 21,5 milliards. Sur la période 2014-2015, le besoin de financement de l'économie centrafricaine devrait augmenter, avec un déficit du compte courant qui devrait s'inscrire autour de 9% du PIB. Cette situation reste liée à la reprise modérée des filières d'exportations et à la prise en compte des besoins de reconstruction du pays.

Impact sur la coopération avec les partenaires au développement

Les acteurs humanitaires estiment ne pas avoir de garantie de sécurité et ont un accès limité aux populations touchées du fait de l'insécurité, du mauvais état des routes, du déplacement des personnes affectées en brousse et de l'impossibilité de fournir des services essentiels qui pourraient occasionner encore d'autres pillages. Les locaux de la plupart des ONG internationales ont été pillés et saccagés tant à l'intérieur du pays qu'à Bangui. Leur personnel a été réduit à l'essentiel et certaines se sont repliées soit à Bangui ou à l'extérieur du pays.

Les actes de pillage ont également affecté les représentations de certaines organisations internationales et certains projets financés par nos partenaires. La plupart de leur personnel international a été évacué notamment au Cameroun et le personnel national a été réduit.

Les actions en cours sont suspendues ou réduites au minimum, compte tenu de l'insécurité. De manière plus générale, certains partenaires au développement ont suspendu provisoirement leur coopération (UA, BAD, Japon, ...).

